



Bibliothèque nationale de France

département de la Reproduction

AVERTISSEMENT

Pour des raisons de conservation du document original,
le recours à un microfilm a été privilégié pour réaliser cette reproduction.

Nous veillons à garantir la lisibilité du texte mais des défauts inhérents au microfilm
peuvent subsister : défauts d'aspect et qualité des illustrations, notamment.

Nous vous remercions de votre compréhension.

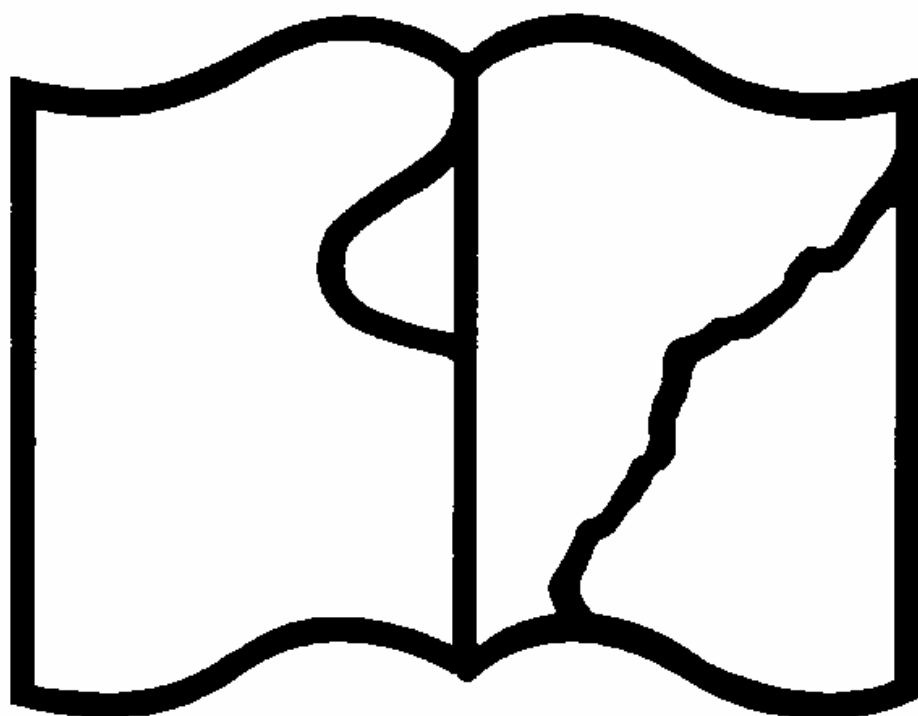
=

WARNING

In order to preserve the original document,
we favored the use of a microfilm to make this reproduction.

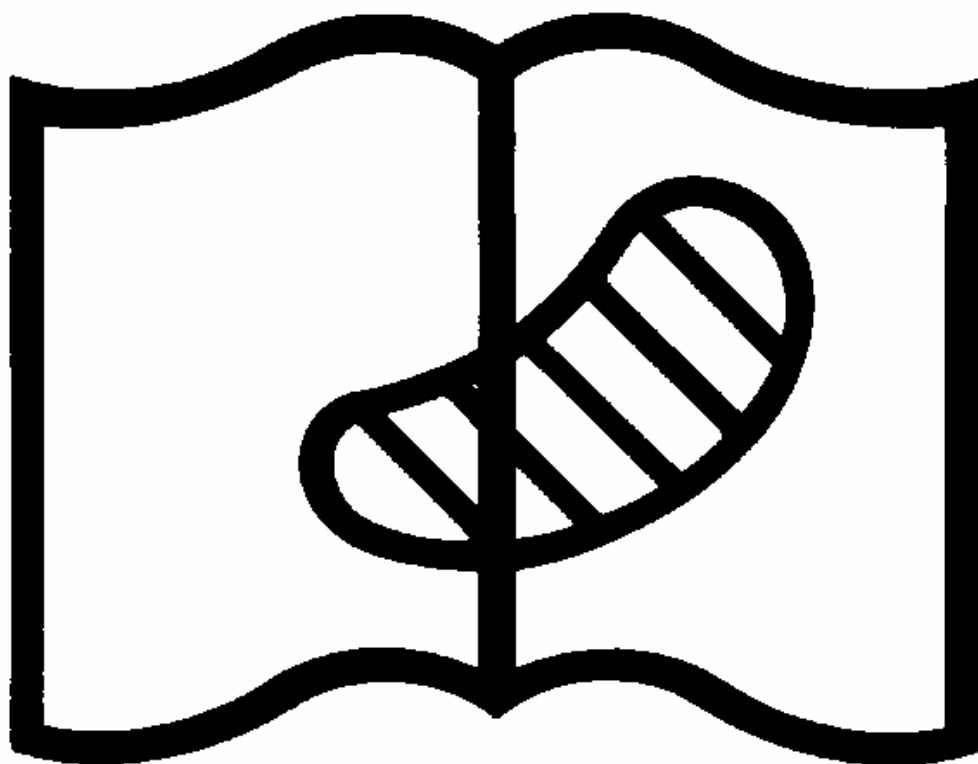
We ensure to provide the best readability of the text but some defects inherent to the
microfilm may remain: especially visual defects and quality of illustrations.

Thank you for your understanding



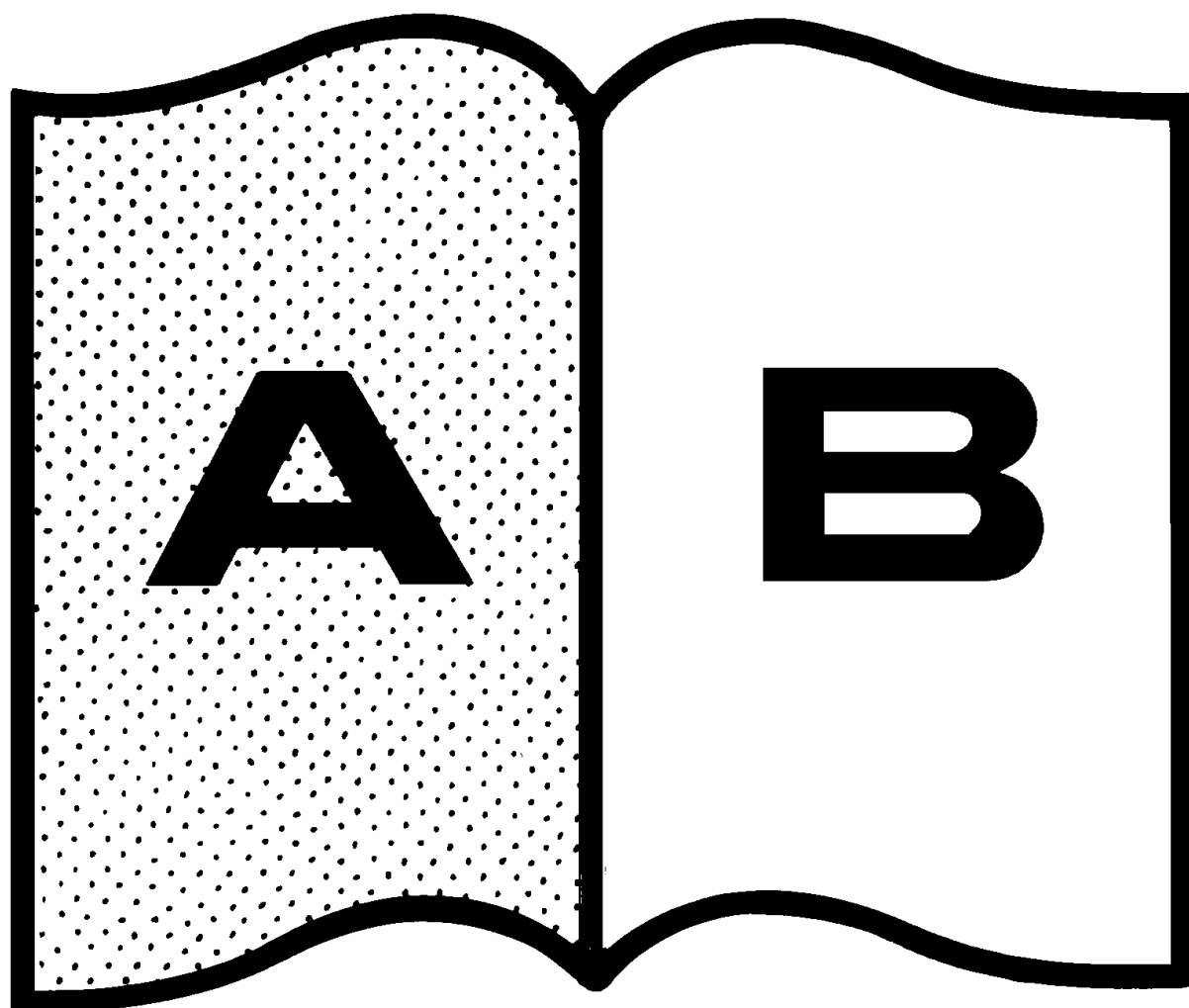
Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11



Original illisible

NF Z 43-120-10



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

LE PROLÉTAIRE

ORGANE DES REVENDICATIONS SOCIALES

(11^e ARRONDISSEMENT)

ABONNEMENTS

PARIS DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr. Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr. Trois mois..... 9 fr.

ABONNEMENTS

PARIS DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr. Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr. Trois mois..... 9 fr.

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

BUREAUX DE RÉDACTION

PLACE VOLTAIRE, 9

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

Le PROLÉTAIRE est mis en vente tous les matins à 8 heures.
Bureaux de vente, rue du Croissant et place Voltaire, 9.

Le PROLÉTAIRE à ses Lecteurs

NOS PRINCIPES

Nous sommes le Prolétariat, c'est-à-dire cet homme-peuple ne cherchant que la lumière, que l'honnêteté, le juste et la vérité; abhorrant le mensonge, la bassesse, la trahison et la servilité.

Nous sommes ces Maudits, ces Titans, ces éternels Sisyphe, n'ayant jamais cessé de remonter ce rocher infernal, retombant éternellement sur nos épaules, ne se lassant jamais.

Nous sommes le Prolétariat convaincu que l'idée républicaine radicale est le soleil, le salut, la vérité du monde moderne; non point une République de sagesse et de sybarites, mais une République d'intelligence, de savoir, d'honnêteté et de stoïcité, cela nous changera un peu des débauches et des saturnales de l'ex-empire.

On se demande dans tous les journaux à la solde de Versailles — ce fanatisme politique — comment faire passer la conviction républicaine dans les âmes rebelles?

La République répond à toutes les réactions; en forçant par la raison, par la vérité, par la logique, par la lumière, ces rebelles enchaînés par les plus vieux préjugés, à lever enfin les yeux vers la vérité, quand, depuis des siècles, et guidés comme des troupeaux, ils s'obstinèrent à ne l'adorer aveuglément que dans un cerge, que dans un goupillon, que dans les diamants d'une couronne, que dans l'hermine, que dans la pourpre, que dans un sceptre, que dans les oripeaux d'un trône brûlé, cependant, par trois fois, sur la place de la Bastille.

En face du prolétariat, c'est-à-dire du peuple, vous osez vous dire républicains! Nieriez-vous, cependant, — vous avez tant d'audace! — que, tous, vous êtes : les uns, légitimistes *in extremis*; les autres, orléanistes; les autres, cléricaux; les autres, bonapartistes *par intérêt*; les autres, républicains, mais à la manière de Changarnier, de Lamoricière, de Darimon, d'André Ollivier, de Jules Favre, d'Ernest Legendre, de Pelletan, de Buffet, de Jules Ferry et de Louis-Napoléon Bonaparte?

Le prolétaire, c'est-à-dire le républicain convaincu de la vérité de ce principe primordial, se contente de se dire homme, citoyen et disciple de la Raison, mais recoussant bien loin derrière lui tous vos vieux préjugés, tous vos vieux dogmes, toutes vos doctrines surannées et esclavagistes, tous vos compromis, toutes vos hypocrisies, toutes vos fourchettes caulin, enfin tous ces principes séculaires, vermineux et détestables, résidant tous et sans cesse dans le nom, dans la volonté suprême et imbécile d'un seul homme, s'étant alternativement appelé Louis XIV, Napoléon I^{er}, Charles X, Pie VII ou Pie IX, et, plus tard, le comte de Chambord, le comte de Paris ou le fils de l'homme de Sedan.

Ce ne sont point les hommes que nous combattons — la mort les emporte et tout est dit — c'est leur principe éternellement vicieux, éternellement mortel, car tous sont et restent invariablement entachés du dogme ecclésiastique du papisme et du militarisme, ces éternels ennemis de la vérité, du droit civil, de la liberté de la pensée et de la souveraineté laïque de la nation.

La République, elle — c'est son droit, et elle ne déguise pas sa pensée — ne veut ni roi, ni pape, ni dictateur, ni

sauveur, ni idoles, ni prophètes; elle veut se gouverner par elle-même, en déléguant ses pouvoirs limités et impérialistes à une Chambre unique, à des ministres choisis par les délégués de la nation, et obéissants passifs de cette Chambre souveraine marchant de front avec toutes les communes de la France.

Aujourd'hui, comme toujours, seuls, les négateurs aveugles de l'idée républicaine, seuls les enrichis de toutes sortes, les intéressés, les indifférents, les ennemis politiques, les faiseurs à large conscience, les pieds-plats, suivant indistinctement tous les chars de triomphe, les jésuites, les monarchistes, les libéraux-bornes, les adorateurs du servilisme et de cette vanité honteuse se faisant valet pour un sourire du maître, pour un ruban ou pour un titre, osent, pour les besoins de leur cause, représenter encore la République comme l'image des échafauds en permanence, de la famine et de toutes les calamités sociales!

Tous les maux que les réactions n'ont cessé d'enfanter, c'est nous qu'ils en accusent!

Cependant, depuis 93, nous avons fait légitimement 1830 et 1848. Et vous tous, messieurs qui criez si fort au martyre, n'avez-vous pas encore la tête sur vos épaules? Tous, même le *bravo* de cette République, à laquelle il avait donné le *serment* dont il pouvait disposer : le *baiser de Judas*!

Ensuite, ôtez donc nos prévarications, nos dilapidations haussmanniennes, nos trésors entassés, nos déshonnêtetés, notre luxe, nos sensualités de cœur, nos courtisanes, nos bouffons, nos sénateurs, nos chambellans, nos aides de camp-étalons, nos grands-écuyers, nos grands-vendeurs, nos grands-maitres des cérémonies, nos six cent mille chassapots, notre incommensurable police, enfin nos échafauds et, en pleine paix, notre loi de sûreté générale?

Eh, saints Thomas que vous êtes, traîtres de toutes les causes saintes, ne dites pas que cette République nouvelle est dépourvue de tout programme arrêté. Où donc est le vôtre, sinon dans la poche du comte de Chambord, du comte de Paris, du pape, ou du fils de Mlle de Montijo?

Rassurez-vous! La République possède ce programme: Faire radicalement et absolument tout le contraire de ce que vous avez toujours fait. Est-ce assez simple?

Hélas! pour étudier à fond ce programme, pour l'élaborer, n'avons-nous pas eu, depuis 1830, heure par heure, jour par jour, toutes les fautes, toutes les hypocrisies, tous les mensonges, toutes les tyrannies, toutes les trahisons, tous les baisers de Judas, tous les bons plaisirs, toutes les insolences, toutes les autocraties de tous les pouvoirs, de tous les despotismes passés?

N'avons-nous pas eu toutes nos hontes, toutes nos larmes, tous nos affronts, toutes nos douleurs, toutes nos tortures, tous nos désespoirs, toutes nos chaînes, tous nos deuil, tous nos sanglots, toutes nos misères et tous nos martyrs?

Vous êtes l'égoïsme; nous, prolétaires, nous sommes la solidarité, l'union et l'égalité.

Vous, vous voulez le bien-être parfait pour vous seuls; nous, nous le voulons pour tous, dans les règles de la possibilité humaine.

Nous cherchons sans relâche le problème; vous, vous vous obstinez à fermer les yeux, afin de lui refuser même un regard.

Ce que veut le Prolétaire:

Il place la Commune au-dessus du droit commun; son principe est indiscutable, comme tout ce qui est vrai. Seuls ses actes et ses personnalités rentrent dans le droit de discussion.

L'élu doit toujours être prêt à rendre compte de ses actes à ses électeurs, afin

d'être constamment en communion d'idées et de principes avec eux.

Suppression de tout privilège, de tout monopole, pour leur substituer la loi de la capacité, et afin que le travailleur puisse profiter réellement du produit de son travail.

La fédération politique et la fédération sociale.

Suppression complète de toute instruction congréganiste et cléricale.

Instruction primaire gratuite et obligatoire.

(Le Prolétaire.)

TOUS LES SOIRS, A 8 HEURES

CLUB DES PROLÉTAIRES

TIENT SES SÉANCES

DANS LE BATIMENT DE L'ÉGLISE AMBROISE
BOULEVARD VOLTAIRE

TRIBUNE DES ÉGAUX

AUX MEMBRES DE LA COMMUNE

Vous devez la vérité au peuple, et vous ne la lui dites pas tout entière; ne craignez pas d'avouer un échec ou de reconnaître une erreur; le peuple pardonne tout, excepté le manque de franchise et la trahison; l'incertitude est plus fatale qu'un revers à la cause de la Révolution; les monarchiens, en dissimulant et en employant des ficelles, sont dans leur rôle; quant à vous, dédaignez ces petits moyens et parlez au peuple de Paris le langage qui convient à des hommes libres, dont la seule crainte est de retomber dans la servitude.

Rassurez les trembleurs qui redoutent un pillage imaginaire et faites leur comprendre que vous ne les confondez pas avec les scélérats qui, non contents d'avoir vendu la France aux Prussiens, mettent le comble à leur infamie en déclenchant le fléau de la guerre civile sur leur malheureuse patrie.

Mais, d'un autre côté, ne laissez pas s'éteindre, faute d'aliment, le feu sacré, et ne vous contentez pas de promettre au peuple l'avènement du socialisme dans le même style que les prêtres promettent à leurs adeptes les joies du paradis qu'ils ne manquent point d'ajourner au-delà du trépas.

Les ennemis de la Révolution calomnient vos actes et dénigrent vos intentions; mais vos amis trahissent la République par leur mépris et leurs flagorneries plus ou moins intéressées.

Suffit-il donc que je me charge d'un rôle qui n'a jamais ri de ni honneurs ni profits à ceux qui l'ont rempli consciencieusement?

Certains réformistes réclament le concours du temps; d'autres, au contraire, peuvent s'exécuter, pour ainsi dire, instantanément; il suffit pour cela d'un acte de volonté. On chasse un gouvernement parjure en quelques heures; d'un trait de plume on supprime le budget des cultes; et il n'en coûte pas plus pour accomplir cent autres réformes analogues. Qu'attendez-vous donc? Jusqu'à ce jour, vous n'avez même pas exécuté dans son intégrité le programme qui avait servi de drapeau à l'opposition constitutionnelle de l'empire. On dirait que vous distillez avec parcimonie et goutte à goutte les mesures les plus utiles au peuple, dans la crainte de chagriner trop vivement les gens de Versailles.

LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

A l'exemple de tous les gouvernements qui se sont succédés en France depuis la grande Révolution, vous appuyez sur la souveraineté du Peuple; mais comme eux aussi, vous évitez de vous expliquer catégoriquement sur ce sujet; et, en réalité, l'application de ce principe se réduit, pour le Peuple, à la faculté de choisir ses maîtres. Le régime républicain, ainsi conçu, peut réjouir le cœur de tous les aspirants à une candidature quelconque; mais il doit laisser et il laisse, en effet, dans une profonde indifférence, la masse des électeurs, qui ne re-

tirent rien de ce nouveau pacte social les mêmes avantages que leurs élus; et c'est là ce qui explique l'état de torpeur dans lequel nous languissons depuis trois semaines, et qui ressemble furieusement à une seconde édition du système Trochu. Assurément, les citoyens clairvoyants ne se laisseront pas prendre au piège; mais ils sont perdus dans la masse indécise et flottante, pour qui l'intérêt présent est tout, et qui se dégoûtera inévitablement de la Révolution, ainsi que nous l'avons déjà vu tant de fois, si on ne lui montre, dans la République, que des dangers et des privations, sans qu'elle puisse en recueillir aucun avantage.

Tous les pouvoirs se sont attachés à faire consacrer leur élection par le vote populaire, et tous sont tombés parce que tous ils avaient failli à leur mission. L'origine d'un gouvernement n'en justifie pas les actes, et les révolutions successives que nous avons traversées sont la démonstration la plus éclatante de ce principe qu'il n'y a de légal que ce qui est conforme à l'intérêt commun.

L'expérience nous prouve d'ailleurs que tous les hommes, à très peu d'exceptions près qui confirment la règle, changent aussitôt qu'ils arrivent au pouvoir et détachent leur intérêt privé de l'intérêt général, et cela souvent sans qu'ils aient eux-mêmes conscience de cette transformation. Il ne faut pas s'en étonner, et l'on aurait tort de leur en vouloir. L'homme qui s'est désaltéré n'est plus dans les mêmes dispositions de corps et d'esprit que lorsqu'il avait soif; l'amant satisfait n'éprouve plus les mêmes transports que lorsqu'il implorait les faveurs de sa maîtresse. C'est une loi aussi puissante que celle de la gravitation, à laquelle les hommes ne sauraient se soustraire, et c'est pour cette raison que l'élection seule est impuissante à faire triompher la République, si elle n'est pas entourée d'institutions propres à assurer sa viabilité.

Le moyen le plus sûr et le plus prompt d'asseoir un état de choses raisonnable ne consiste donc pas uniquement dans la nomination par le peuple de ses mandataires, mais dans la discussion et dans le vote sur les lois. Hors de là, il n'y a que chaos.

L'exercice de la souveraineté doit être lui-même subordonné à certaines conditions; car il importe que les décisions rendues par le peuple soient éclairées et ne portent point la marque de la surprise ou de l'entraînement.

Le peuple a toujours le droit de revenir sur ses décisions; et l'on ne saurait admettre qu'il pût décréter qu'un bâton n'a pas deux bouts ou qu'un triangle a quatre côtés.

Les questions à soumettre aux délibérations et à la sanction populaire doivent être claires comme le soleil, ne contenir aucune équivoque, être à la portée de toutes les intelligences, et ne renfermer qu'une proposition, se réduisant à la simplicité d'un axiome, comme : le blanc est blanc, le noir est noir.

EXEMPLES :

VOULEZ-VOUS (oui ou non)?

1^o Qu'à partir d'aujourd'hui toutes les lois soient basées sur le principe de l'utilité générale au lieu d'être faites au profit exclusif de quelques hommes ou de quelques castes?

2^o Entretenir au taux de... des sénateurs ou autres fonctionnaires à l'étranger?

3^o Qu'une barrique de vin médiocre, qui coûte 10 fr. de prix d'achat, paye le même impôt qu'une pièce de vin fin en coûtant 1,000?

4^o Voter une subvention de plusieurs millions pour procurer à quelques riches des œuvres la satisfaction d'entendre chanter des opéras en italien?

5^o Qu'il soit interdit de travailler au-dessous d'un certain prix, considéré comme le minimum des plus pressants besoins?

6^o Que le droit au superflu pour quelques-uns ne soit toléré qu'autant que le droit au nécessaire aura été garanti pour tous?

7^o Que la justice soit rendue sans frais et sans perte de temps, par des arbitres et des juges élus, révocables et responsables?

8^o Que tous les fonctionnaires et agents publics soient responsables de leur gestion, dans leurs personnes et dans leurs biens?

9^o Que tous les individus qui ont provoqué, soutenu, voté la guerre injuste d'agression contre la Prusse, soient astreints à en payer les frais?

10^o Qu'il en soit de même de ceux qui, après avoir poussé à cette guerre, n'ont plus voulu la soutenir à partir du jour où la Prusse a eu mis les torts de son côté, après la trahison de Sedan?

11^o Id. des vampires qui ont spéculé sur la détresse générale pendant l'investissement de Paris?

12^o Id. des généraux et intendants qui ont

trahi la France, extorqué les deniers publics, volé la ration du soldat, etc., etc.

Je n'ai voulu donner ici qu'un aperçu du parti que l'on pourrait tirer d'une institution qui a été consacrée du reste par la Constitution de l'an II.

L'AFFICHE DU COMITÉ CENTRAL

Ce manifeste, publié à l'occasion des élections communales, contenait d'excellents conseils destinés à guider le peuple sur le choix de ses mandataires. Il est à regretter seulement que ces conseils n'aient pas été donnés en temps utile, puisque l'affiche n'a été placardée que le dimanche, alors que le vote était déjà, en partie, un fait accompli. Il est beau de conseiller un peuple de rechercher les hommes modestes qui fuient la popularité, surtout quand on ne dresse pas les listes soi-même; mais il me semble que le Comité avait un moyen bien simple de les reconnaître et de les désigner comme tels au choix des électeurs : il n'avait pour cela qu'à recueillir les noms de tous les citoyens qui, depuis le 4 septembre, avaient, soit dans la presse, soit dans les réunions publiques, préconisé l'emploi des moyens révolutionnaires.

Je suis surpris qu'une idée aussi lumineuse ne soit venue à l'esprit d'aucun des membres des comités ni de la Commune.

Espérons qu'elle fera son chemin et que la machine à étouffement n'aura point passé des mains des jésuites à celles des démocrates de l'Hôtel-de-Ville.

DÉCRET SUR LA GARDE NATIONALE

Les meilleures lois tombent en désuétude lorsqu'elles n'ont point de sanction.

Le décret déclare tous les hommes valides aptes au service de la garde nationale. Pourquoi ne les oblige-t-on pas à s'inscrire d'office? En supposant qu'on ne tint pas à les utiliser tous, on aurait toujours l'avantage d'avoir des cadres tout prêts et d'opérer le classement par âge et par aptitudes; mais on n'assisterait pas, du moins, à ce spectacle écœurant qui rappelle les combats que se livraient dans les rues de Rome les prétoriens des empereurs, auxquels les habitants avilis prodiguaient indifféremment les applaudissements, chaque fois que l'un des deux partis avait le dessus.

En rencontrant sur la voie publique tant de gardes ivres ou désoufflés, beaucoup de bons citoyens hésitent à s'enrôler. Les corvées sont trop longues et souvent inutiles. Vous brisez le ressort moral de l'homme si vous lui ôtez la conscience de son utilité.

DÉCRET FIXANT A 6,000 FRANCS LE MANDATUM DE TRAITEMENT DES AGENTS DE LA COMMUNE

J'ignore si les membres de la Commune se mettent en dehors du décret ou s'ils en restreignent l'application aux agents de la municipalité.

En temps ordinaire, ce décret ne soulèverait pas d'objections; mais, dans la crise que nous traversons, quand le travail a cessé partout, que toutes les ressources sont épuisées, le chiffre de 6,000 francs me paraît bien élevé pour des citoyens qui ont la prétention de se dévouer au bien public.

Il me semble impolitique de s'allouer à soi-même 17 fr. par jour pour un service qui, après tout, n'est ni plus pénible ni plus périlleux que celui du dernier de nos soldats, quand on estime que ces derniers peuvent parfaitement se contenter de 30 sous.

Pour ceux des membres de la Commune qui sont dans l'aisance il y a double emploi; pour ceux qui, la veille, étaient dans la gêne, l'allocation de 6,000 fr. a dû paraître une fortune inespérée. Il y a tout lieu de craindre, en pareil cas, que les hommes s'attachent plus à leur place qu'à la République.

LES JOURNAUX FAVORISÉS

Les journaux réactionnaires ont critiqué, non sans raison, les membres de la Commune à qui leurs fonctions laissent assez de loisirs pour écrire dans les journaux; mais, ce qui est plus grave, c'est de voir des journaux donner en primes à leurs lecteurs des décrets dont le texte, par une faveur spéciale, leur a été communiqué au détriment de leurs confrères.

La République est perdue, si nous ne chassons pas les marchands du temple, et si la spéculation et la réclame s'introduisent sous le couvert de la Révolution.

J'en aurais long à dire sur ce sujet.

(Le Prolétaire.)

Où trouve-t-on de l'Argent?

Pour améliorer nos institutions avec le sort des ouvriers et faire face aux charges passées, présentes et futures, comment pourra-t-on faire la Commune?

Telle est la question que chacun se pose. Réponse: réorganisation, économie. Une série de faits servira d'exemple; en voici un, pour aujourd'hui, que la délégation du onzième a contrôlé à l'imprimerie nationale.

Il s'agit de l'affichage seulement, ce qui paraît bien minime assurément.

Eh bien! sous l'arbitraire précédent, régime conservé par les articles de Septembre, il y avait le parasitisme habituel: un favori monopolisateur, lequel employait le moins de personnel qu'il pouvait, le payait au rabais, lui imposant un travail, mal fait, parce qu'il était excessif, de manière à ce qu'il lui restât plus d'argent en poche, etc.

Il s'ensuivait que, entre autres abus, l'affiche passait, en grande partie, chez l'épicière, vendue au poids, quand survint la Commune, précédée de nos hommes nouveaux.

Le monopole fut supprimé, avec son cortège de scandaleuses déprédations; le personnel augmenté, le salaire doublé par la participation coopérative des afficheurs associés; le travail, mieux organisé, fut moindre. Il y eut cependant beaucoup plus d'affiches posées, avec itinéraire contrôlé. La délégation fédérative y apporta sa vivifiante fructification, qui doit ressusciter ce cadavre putride du vieux monde.

Après ces faits constatés, le résultat: L'affichage seul, pour l'imprimerie nationale, donne pour Paris une économie de MILLE FRANCS PAR JOUR.

(A suivre.)

Proletaire. Citoyen vivant au jour le jour. (Dict. de Vorepière.)

DICTIONNAIRE DE LA CONVERSATION

Proletaire. — A Rome, la dernière et la plus nombreuse classe de citoyens.

Le christianisme introduisit le servage en Occident; il prit une constitution ferme et régulière dans l'établissement féodal.

A l'abri du clocher et du donjon naquit un fait social à peu près inconnu de l'antiquité, l'industrie, qui voulait pour maître au moins la demi-liberté du serf.

Mère des richesses, et surtout des richesses mobilières, l'industrie mit aux mains du serf une puissance inconnue; les communes se rachetèrent, se formèrent, s'affranchirent; les corporations d'arts et métiers, les jurandes et les maîtrises parurent, et leurs modestes bannières furent autant de drapeaux qui, soutenus de l'influence royale, menèrent tout doucement les dernières classes du peuple du servage à la liberté. On sait enfin comment nos meurs et nos lois révolutionnaires, préparées par les prédications de Luther au seizième siècle et de Voltaire au dix-huitième, proclamèrent le droit de tout homme à l'entière liberté, le droit de tout Français au titre de citoyen, l'égalité civile et politique, la destruction du régime féodal, etc., l'effacement complet de tout privilège de race.

C'est de ce jour que date véritablement le *Proletariat moderne*. Les prolétaires forment parmi nous la classe la plus pauvre et de beaucoup la plus nombreuse.

Deux choses font et caractérisent le prolétaire: 1° Il n'a point, par le fait, ni de sa naissance, la propriété d'un fonds de terre ou d'un capital dont le fermage ou le loyer assure son existence, indépendamment de tout travail; 2° Il ne vit que de salaires; 3° QUELQUES-UNS SOIENT SA BONNE VOLONTÉ, SA MORALITÉ, SON DÉVOUEMENT, il n'a point la garantie d'obtenir chaque jour par son travail un salaire qui suffise à ses besoins et à ceux de sa famille.

Tant que la société portera dans ses flancs des millions d'hommes auxquels les institutions et les meurs procurent une égalité de droits qu'elles ne donnent point, elle ne jouira pas d'un repos plus assuré que ne l'est elle-même l'existence de ces millions d'hommes. Ce qu'il y a de pire dans la vie de chaque prolétaire individuellement, se retrouvera dans la vie collective de la société même.

Considéré dans ses effets présents, c'est un danger grave, c'est une plaie saignante, dont il faut hâter la disparition.

Il est aisé d'indiquer, d'une manière générale, les institutions dont l'établissement ou le développement le feront disparaître.

(A suivre.)

UNE MISE EN DEMEURE

Depuis plus d'un mois, quels dessein semblent tracer, à Versailles, ces esprits rachi-fiques, qui, depuis Varsovie, Rome, Vilna, Mexico et le Deux-Décembre, se sont exclusivement, et d'eux-mêmes, appelés le grand parti de l'ordre?

Arrachant violemment à Paris son droit antique de capitale; séparant, le cœur léger, la France en deux classes: les honnêtes et les malhonnêtes gens; c'est-à-dire, flétrissant l'une et couvrant l'autre de mépris, d'injures et d'anathèmes; cherchant, contre tout sens moral et contre la loi, à pousser les citoyens à la haine des uns contre les autres, tous les partis, modérés forcés, n'ont cessé de faire des appels, aussi acharnés que successifs, à tout ce que la province bonapartiste et cléricale a pu garder encore des sept millions de voix gagnées qui ont voté le déplorable et néfaste plébiscite qui nous a valu tant de honte, tant de trahisons, tant de désastres, pour précipiter le pays au fond de l'abîme de sang, de honte et de boue dans lequel il se débat si courageusement aujourd'hui contre les oppressions, les egoïsmes et les convoitises monarchiques de ces partis restés invariabement les mêmes depuis 1816, 1830 et 1848!

L'activité dévorante de MM. d'Albifera,

de Cassagnac et Chevandier de Valdrôme semble avoir été plus que jamais remise à l'ordre du jour de la *Chambre introuvable* de Versailles. Cependant, cette activité furieuse et insensée a-t-elle conduit ces dévotiers d'espace, ces fougueux fanatiques de la guerre et du plébiscite? A Wilhelmshöhe et de là sur le sol anglais où l'homme de Sedan pourra, comme devant, reprendre son bâton de constable. Ici bas, chacun n'a-t-il pas sa vocation?

Mais parlez donc des leçons de l'histoire à tous ces aveugles, à tous ces sourds, à toutes ces sémities, qui ne veulent jamais ni rien voir, ni rien entendre!

Au jour où les maires de Paris se sont présentés devant l'Assemblée de Versailles, avec des paroles de justice et de conciliation; lorsque ces représentants de la grande cité ont été accueillis par les cris de: Vive la France! vive la République! que ces maires, eux-mêmes, ont unanimement répondu par ce cri libérateur, que penser de cette Assemblée d'un autre âge qui, tout d'une voix, s'est mise à vociférer: L'ordre du jour! l'ordre du jour! sinon qu'envoyée à cette Assemblée, siégeant au nom de la République, et qu'ayant accepté son mandat sous cette forme de gouvernement, seul légal, aujourd'hui et toujours, si nous le voulons, cette fraction de la Chambre semble n'avoir au fond du cœur qu'un seul cri: Vive le roi! Et encore lequel? Chacun d'eux n'a-t-il pas le sien dans sa poche?

N'est-ce donc point assez, pour la France, que, depuis 1815, tant de voix aient crié: Vive Louis XVIII! Vive Charles X! Vive Louis-Philippe! Vive le président! Vive l'empereur! Et quel empereur? Un homme qui avait commencé par un crime et qui vient de finir par une lâcheté: le Deux-Décembre et Sedan!

Quant au cri de: Vive le roi! ce cri, qu'en attendant peut-être son heure, chacun refoule avec tant d'efforts au fond de sa poitrine, Guillaume, ce fanatique mystique, cet accapareur de trônes, ce Charlemagne d'occasion, et tous ses complices français et étrangers, ne sont-ils donc pas faits pour guérir à jamais les peuples du fétichisme des princes et des monarchies?

L'ex-compère de M. Guizot, M. Thiers, ne cesse de parler, avec des larmes de crocodile dans la voix, de son attachement à la République, de la nécessité de son affermissement, de sa consolidation et des soins attentifs dont l'enveloppe son amour filial; cependant, aux yeux de tous, de quels hommes, de quels défenseurs entoure-t-il cette République, aujourd'hui peut-être jugée et condamnée secrètement à Versailles, sur les réquisitoires faits de haine et de fiel des Laubardemonts modernes: Jules Favre, E. Picard, Dufaure et *tutti quanti*? De légitimistes, d'orléanistes, de cléricaux, de chouans et de bonapartistes. N'est-ce point à croire, en vérité, que MM. Decazes, de Villèle, de Corbières, Sosthène, de La Rochefoucauld, de Polignac, Raguse, Guizot, Rouher, de Forcade, Emile Ollivier ou Palikao, sont tous, encore en ce moment, en possession d'un portefeuille sous la présidence mesquine de M. Thiers?

En effet, entre quelles mains a-t-on placé le drapeau inviolable, mais menacé, de la République? Hélas! non-seulement entre les mains douteuses de MM. Albert de Broglie, de Noailles, d'Harcourt, de Vogüé, de Barthélemy, du maréchal Mac-Mahon, sénateur et bras droit de Bonaparte; du général de Galiffet, l'un des favoris les plus choies de l'ex-empire, mais encore entre celles de Vinoy le déceint, de Changarnier, le général à la raclette gratis promise en 1848 à la République; de De Failly, Transnonain-Montana, et de MM. de Charette et Cathelineau, qui tous ne sont et ne peuvent être que les antipodes même de la République radicale, dégagée, elle, de toute caste, de toute secte, de tout dogme et de toute coterie.

A moins de conversions et de résipiscences plus que problématiques, la République née avec l'homme libre, et si profondément ancrée dans le cœur des *bons*, ne sera jamais chez les *blancs* qu'un poste d'attente momentané, dont tôt ou tard ils ne manqueront pas, comme toujours, et l'heure venue, de chasser les vaisseaux qui refuseraient d'arborer leur pavillon, toujours appuyé sur l'étranger. Et alors, d'habitude, ou sont conduits les équipages vaincus, calomniés, trahis et livrés? A Cayenne et à Lambessa!

En effet, toutes les fois qu'il a pris fantaisie à ces partis mystiques et hypocrites de s'immiscer sournoisement dans la République, c'est-à-dire, invariablement, comme le cheval de bois introduit dans les murs de Troie, pour la trahir et la livrer, pieds et poings liés, à ses plus implacables ennemis? Trahie, assassinée par trois fois: au 18 brumaire, par Bonaparte; en 1830, par Lafayette, et au 2 décembre par l'insurgé grotesque de Boulogne et de Strasbourg, la République a donc légitimement mille raisons pour se faire sentinelle vigilante, inquiète et soupçonneuse. Car, excepté à Versailles, est-il jamais venu à l'idée d'un esprit humain d'accuser de sauvagerie et d'instincts sanguinaires la louve qui se dresse furieuse pour la défense de ses petits?

Menacée, circonvenue, traquée, outragée, par trois partis intéressés et incorrigibles, pourquoi donc la République, cette éternelle martyre de vos fureurs, serait-elle moins bonne gardienne de son principe et de ses droits incontestables que cette louve aussi aimante, aussi bonne mère qu'attentive à défendre, contre des ravisseurs sans âme, son bien le plus cher, le plus précieux: le fruit de ses entrailles.

Robespierre a dit cette grande vérité: « La dédicace à la liberté, ce que la jalousie est à l'amour. » Et bien! c'est cette dédicace si méritée, si justifiée, que tous les bons citoyens, que tous les amis des libertés de leur pays, doivent tendre à faire cesser en demandant, en exigeant des gages certains et positifs assurés, enfin, et à jamais, l'affermissement et la consolidation de cette Ré-

publique: République qui, quoi qu'on dise, ne tient à s'appuyer que sur le vrai, sur la conscience, sur le sens moral, sur le devoir, sur l'honnêteté, sur la raison, sur le droit et sur la liberté complète.

Ces gages à exiger, avant tout, sont ceux-ci: c'est, moralement et comme cas de légitime défense, de détester franchement, immédiatement et sans arrière-pensée, le vaisseau de la République, pouvant sombrer encore une fois sous les efforts réunis et sous le poids des ambitions, des trahisons armées et des convoitises sans fin de prétendants encore debout, et, comme le coup de la fable, guettant leur proie du fond du château de M. d'Audiffret-Pasquier, l'orléaniste.

Vous avez déjà voté la déchéance à perpétuité de la famille Bonaparte; mais en tolérant la présence des princes d'Orléans sur le sol français, vous, législateurs, vous vous êtes fait volontairement, et avec préméditation, les violateurs coupables de celles qui ont prononcé la déchéance perpétuelle des Bourbons de la branche cadette, comme de la branche aînée.

Vous rappelant que vous avez proclamé bien haut que vous emploieriez tous vos soins à l'affermissement, à la stabilité de la République, ce sont donc les lois qui ont prononcé ces trois déchéances salutaires, que vous devez appliquer et faire respecter, bien que vous ayez prêté la main à la transgression de ces lois, votées par ceux qui étaient, alors, à l'honneur, à la peine et au péril.

Vous est-il donc loisible, à cet effet, de revenir, sans droits, sur les décisions de tous ceux qui, dans leur conscience et seuls juges de leur vote, ont, alors, avec connaissance de cause, prononcé ces déchéances légales et préservatrices? Vous est-il donc loisible de faire sortir de leur tombe tous ceux qui sont morts pour la République et pour le salut et la défense de nos libertés? Eux seuls auraient le droit de réviser et de mettre ces jugements à néant, si la République n'était pas, de droit, au-dessus de toutes les monarchies.

D'ailleurs, depuis 1830 et depuis 1848, ces princes établis et mariés, pour les besoins de leur cause, à des princesses étrangères, n'en sont-ils pas tous au même point où en étaient leurs ancêtres à leur retour fatal en 1814, 1815 et en 1830? C'est-à-dire qu'il leur est impossible de rien connaître, ni de la France moderne, ni de ses aspirations sociales, ni de ses besoins, ni de ses idées nouvelles, laissant si loin la patache et le coche d'Auxerre, et que, comme leurs aïeux, ils ont été élevés à ne rien apprendre et à ne rien oublier. Princes ils sont, princes ils resteront. Et puis, aurait-on oublié que les princesses étrangères, depuis Marie-Antoinette jusqu'à Mlle de Montijo, ont toujours porté malheur à la France, et que le comte de Paris est le neveu du duc de Mecklembourg, encore tout couvert du sang de la France? Je passe sous silence le crime de Chantilly.

Tout prince, s'il ne l'était déjà, ne peut que s'être corrompu à l'étranger, et nous en apportons des coutumes et des institutions souverainement antifranchaises; car aucun pays ne ressemble et ne peut ressembler à la France, toujours aussi grande après la défaite que pendant la victoire. L'outrecuidance tudesque, la barbarie sauvage, la rapacité de Guillaume en sont une preuve que trop douloureusement trappante! Il faut nous enseigner ce que peuvent apprendre, dans ces cours et en face de tels exemples, tous ces prétendants ignorant de tout et qui ne cessent d'aspirer au trône que pour en descendre invariablement et honteusement, après quinze ou dix-huit ans d'un règne aussi troublé qu'éphémère. Voilà leur stabilité depuis 1789! N'ayant jamais approché que des rois, comment pourraient-ils donc comprendre les peuples?

Hommes de Versailles, au milieu de tous vos mystères, de toutes vos réticences si traitreusement calculées, n'est-il point à redouter de voir se renouveler l'escabarderie célèbre des 223 concédant la couronne au duc d'Orléans, non point: RAISON QUE, mais quoique Bourbon? Ce qui, alors, ne prouvait qu'une chose: c'est que, dans l'esprit de la nation libre, les Bourbons n'étaient rien moins qu'un odeur de sainteté.

Pourquoi donc, sinon chez les intéressés et chez les valets de tous les régimes, l'amour de la monarchie serait-il plus vrai, plus puissant, aujourd'hui, qu'aux jours de 1815, de 1830 et de 1870? L'amour du peuple pour les rois, sachez-le bien! n'a jamais été qu'un amour de commande, qu'une habitude, qu'une simple affaire de police, de camarilla, d'intérêts personnels, et qu'un vaste impitoyable. N'avons-nous donc pas vu, en un jour, sans compter l'homme de la Colonne, Charles X, Louis-Philippe et le prisonnier de Sedan, tomber précipitamment du trône? Le premier, à son retour triomphal du fond de ses *fidèles* provinces; et le dernier, au lendemain de ce plébiscite fatidique, au fond duquel des ministres complaisants avaient trouvé, dit-on, sept millions de suffrages affirmant tous l'éternelle éternité de ce règne à jamais honteux et lamentable!

Hélas! en parlant des partis monarchistes, tous les mêmes! — aujourd'hui, comme en 1816, nous pouvons dire encore avec le général Roy: « Ils ont pleuré quand nous nous réjouissions; leurs joies ont commencé avec nos douleurs! »

Par ces déchéances votées jet ayant force de loi, ou vous serez traités à la patrie et à la loi, il vous est enjoint de les mettre sur l'heure à exécution, de faire tomber, enfin, toutes les méfiances, tous les doutes, toutes les craintes, et la France, rassurée contre les trahisons, n'aura plus qu'un cœur, qu'une âme, qu'un bras, qu'un amour: celui du pays; qu'un seul cri: Vive la France!

Nous aurons, enfin, fondé la République de la vérité, de la justice, de la logique, de la raison et de la grande liberté.

FELIX DUBOURG,

Rue Véron, 34, Paris-Montmartre.

NOTRE TRIBUNE

Dimanche dernier, j'ai vu divers représentants de la Commune parcourir les boulevards en voiture découverte.

Ce n'est pas que le réformisme; je sais bien que leurs jambes ne peuvent suffire à la besogne dont ils sont chargés.

Mais le peuple ronchonne tout bas, lui qui a l'habitude d'aller à pattes.

On peut pardonner cette réflexion à un rédacteur du *Proletaire*.

Ce vieux faiseur d'Emile de Girardin annonce, dans le premier numéro de son *Union française*, que tous les journaux seraient supprimés, à l'exception de l'*Officiel*.

Je lui demande pour quel usage, la veille de l'apparition de ce journal, il a acheté deux mille cinq cents rames de papier?

Est-ce pour en faire des prospectus de sa seconde candidature de sénateur, le rêve de toute sa vie?

Je lis, dans le *Vengeur*, des articles qui font plus de fracas que la Colonne n'en fera en tombant.

Si bien que j'en rêve la nuit; mais quand je me réveille, je la vois toujours debout.

8 mai, funeste anniversaire, date néfaste, du vieux plébiscite de paillasses et de lâches bandits!

Enfin, bref, c'est passé; mais faisons en sorte que cela ne nous arrive plus.

E. P.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

AUX CITOYENS DU LOIRET

Compatriotes, nos Frères,

La lutte fratricide qui, depuis six semaines, est engagée sous les murs de Paris jette dans tous les cœurs vraiment français un inextinguible sentiment de douleur patriotique: il est de notre devoir de le faire cesser.

Que veut Paris? Paris veut l'établissement définitif de la République, fondée sur le principe de la Souveraineté du Peuple, et qui doit, par l'application de ce même principe, clore l'ère des révolutions sanglantes et procurer à notre pauvre et chère France le repos et la prospérité qu'aucun gouvernement monarchique n'a pu lui donner jusqu'ici.

Paris veut encore le droit de posséder un Conseil municipal élu par le suffrage de tous, et croit que son programme, étant adopté par toutes les Communes de France, sera une protection efficace contre les tentatives des trahisons qui osent encore rêver le retour d'un régime autoritaire quelconque.

Ce que veut Paris, ce n'est pas la destruction de l'Unité française, œuvre de plusieurs siècles.

Paris veut seulement que, par la Fédération des Communes, la République soit mise à l'abri d'un coup de main.

En un mot, ce que veut Paris, c'est la Commune libre dans l'Etat libre; c'est le Pays s'affranchissant des liens de la centralisation despotique, pour entrer résolument dans les voies du Progrès sous l'égide de la Liberté.

Frères, il ne tient qu'à vous d'arrêter l'effusion du sang français; il suffit pour cela d'affirmer hautement, par une manifestation pacifique, les droits de Paris, et alors, entre les gardes nationaux qui meurent et les citoyens de la province qui protestent contre l'atteinte portée aux droits de Paris, il ne restera plus qu'un gouvernement impuissant qui tombera sous le mépris, après s'être déshonoré en essayant d'étouffer la République dans le sang des Républicains.

Pour la Commission:

Le Secrétaire,

LEON BRIERE (de Jargeau).

LA COLONNE DE LA PLACE VENDÔME

O monument funeste, œuvre d'égarément, Anéanti! pour nos cœurs, remords et charment: Brouce qui s'est debout, se dressant sur son faîte. Cet homme, ce maudit, ce Corse à cheveux plats. Dont la main a chassé les grands assassins. Ton beau destin s'approuve!

Nous sommes en ce temps où les fils des faubourgs. Fiers enfants du travail, répondant aux tambours. Se pressentent les, car le jour est propice. Pour dire à l'univers: Nous voulons l'égalité. Nous voulons, en brisant l'œuvre d'iniquité. Attester la justice.

Toujours quand nous passions dans ces riches quartiers. Près de ce monument, citoyens ouvriers. Nous détournions la tête en accusant l'histoire: Nous applaudions le jour, juste et réparateur. Ou le règne du sabre aurait pour déshonneur. Son trophée et sa gloire...

Nous avions présenté l'acte, arrêté du Destin. Mais indignés toujours de voir le front haïssin. Le Mandrin de Brumaire.

Ses aigles, ses lauriers, et nos pères mourants. Chair fournie au canon, élevant dans Paris. L'honneur océanique.

Mourir, et que nous tous, les vrais fils de Brennus. Rejetons de nos rangs ces brigands parvenus. Par la ruse et le glaive. Mourir en affirmant le Droit, la Liberté. La Justice éternelle et la Fraternité. N'est-ce pas notre rêve?

Voilà pourquoi nous tous qui voulons le progrès. L'ordre, la liberté, le travail et la paix. En voyant disparaître. Ce trophée élève par le sang des héros. Nous disons: Il n'est plus, le temps des Waterloo. La France va rendre!

Cor sa franchise à lui, car a battu son cœur. Car nous sommes debout pour le droit et l'honneur. Nous bûisons la Colonne. Nous maudissons le nom de l'intrigant César. Qui nous légua sa race, et honteux couchemur. Bédouquet sa commune...

3 mai 1871.

G. BARTHELEMY.

DES VERTUS RÉPUBLICAINES

LA POLITESSE

De tout temps, l'arrogance et la morgue ont été l'apanage des esclaves et des parvenus; mais ces vices, déjà considérés comme ridicules sous la monarchie, deviennent parfaitement odieux dans une République où toutes les institutions doivent rappeler aux hommes le sentiment de l'égalité, et où les agents du gouvernement sont les serviteurs du peuple, c'est-à-dire du public, et non pas ses maîtres.

On ne peut que se faire une triste idée du civisme de ces hommes appelés à représenter la Commune, quand on les voit affecter des airs débraillés et des attitudes d'estaminet qui sont une inconvenance et une insulte pour les citoyens qui ont affaire à eux.

Il y en a, dans le nombre, qui poussent même l'oubli de leurs devoirs jusqu'à se servir d'expressions grossières qu'on paraît avoir désapprises aux halles; et souvent les femmes ne sont pas à l'abri de ces insolentes provocations.

On dirait que ces misérables, qui n'ont de républicain que le nom, ne se sont introduits dans les fonctions publiques que pour faire détester la République qu'ils semblent avoir pris à tâche de déconsidérer par leurs procédés.

Assurément, rien n'est plus contraire à l'esprit démocratique que cette obséquiosité affectée, qui dégenère quelquefois même en patinage jésuitique; mais l'urbanité et la bienveillance constituent l'essence même de l'esprit révolutionnaire et savent parfaitement se concilier avec le sentiment de la dignité personnelle et les exigences des devoirs publics.

Nous en avons pour garants ces nombreux citoyens qui s'efforcent de faire aimer la Révolution, autant que d'autres semblent avoir pris à tâche de la déshonorer.

Les véritables amis de l'humanité sont inflexibles dans leurs conclusions, parce qu'elles dérivent des lois immuables de la logique; mais ils tempèrent, par la modération de leur langage et la dignité de leur tenue, les actes qui doivent soulever les récriminations les plus vives.

Pour mon compte, j'ai observé de près, depuis bien des années, tous ces hommes qui se montrent si acerbés dans leurs relations avec le public; si j'ai reconnu parmi eux des egoïstes, des ambitieux, des avares et des fourbes de toutes les nuances, en revanche j'en pourrais citer plusieurs à qui l'on pourrait appliquer la qualification honorable de démocrate.

C.-G. JACQUELINE.

Avis divers

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Section du 13^e arrondissement.

Les réunions ont lieu tous les dimanches, à deux heures, avenue d'Italie, 5.

Tout membre de la section qui a déménagé, doit, par son inscription, est prié de donner au secrétaire l'adresse de son nouveau domicile.

Le secrétaire,

TARDIF.

18, avenue d'Italie.

Sections de la gare d'Orléans et de Bercy réunies.

Auresser toute demande d'admission et communication, tous les jours, de sept à neuf heures du soir, à la Permanence, 2, quai de Bercy.

Association internationale des travailleurs. — Nouvelle section. — Il est fondé dans le 13^e arrondissement un nouveau groupe de l'Association internationale des travailleurs, sous le nom de *Section Duval*.

Les adhésions sont reçues chez les citoyens Huet, commissaire de la Commune, 40, rue du Moulinet; Gougenot, chef de la 13^e légion, passage Alphonse, 11, Pouillet, boulevard de la Gare, 203; Beaulieu, passage Saint-Hippolyte, 6.

La plus grande minute est apportée au contrôle des adhésions. La prochaine réunion aura lieu dimanche 7 mai, à trois heures précises, salle de Join, avenue d'Italie, 76.

Le Gérant: PAUL DURAND.

Paris. — Assoc. générale typogr. Fab. St-Denis, 48. BARTHELEMY et G.

LE PROLÉTAIRE

ORGANE DES REVENDICATIONS SOCIALES

(11^e ARRONDISSEMENT)

ABONNEMENTS

PARIS DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr. Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr. Trois mois..... 9 fr.

ABONNEMENTS

PARIS DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr. Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr. Trois mois..... 9 fr.

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

BUREAUX DE RÉDACTION

PLACE VOLTAIRE, 9

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

A NOS LECTEURS

Nous vous devons la vérité. Si nous avons interrompu la publication de notre journal, c'est que nous n'avions pas les fonds nécessaires et que nous n'étions pas organisés suffisamment.

Maintenant il ne dépend que de vous pour qu'il soit quotidien. C'est votre œuvre et votre propriété intellectuelle. Songez-y et faites en sorte que ce qui vous appartient ne périsse pas.

Le bureau central est 9, place Voltaire.

Tous renseignements y seront reçus de 6 h. à 9 h. du matin et de 2 à 5 h. du soir.

Le 21 floréal, an 79.

Le présent avis que l'on va lire plus bas fut placardé dans le monument de l'église Ambroise sur la première pile, en entrant, au-dessus de l'ancien tronc du denier dit : de Saint-Pierre :

AVIS DU PROLÉTAIRE

Vu : Le décret communal et l'arrêté du délégué à la sûreté générale, qui tendent à interdire tous les genres de mendicité qu'ils soient, les citoyens du XI^e arrondissement comprendront qu'il n'appartient pas aux vrais démocrates du CLUB AMBROISE de continuer la mise en pratique des coutumes préconisées par les charlatans en soutenant que la justice du peuple vient de chasser d'ici !

En conséquence, le PREMIER NUMÉRO du journal LE PROLÉTAIRE sera distribué à tous !!! LE PAIERA QUI POURRA ?

TRIBUNE DES ÉGAUX

AUX MEMBRES

DU

CLUB DES PROLÉTAIRES

Citoyens,

Nous ne venons pas vous adresser de beaux discours, mais nous entretenons fraternellement avec vous des mesures qu'il convient de prendre, dans les circonstances critiques que nous traversons, pour assurer le triomphe de notre bien-aimée Révolution.

Nous ne cherchons point à vous plaire, mais à vous éclairer.

Aucun d'entre nous n'aspire ni à la fortune ni aux honneurs ; toute notre ambition consiste à réaliser l'avènement du régime de la justice sociale, qui a été le rêve de notre vie entière.

Nous ne voulons pas occuper plus de place au soleil de la Liberté que le dernier de nos concitoyens ; mais nous ne souffrirons pas que d'autres se fassent un marche-pied de notre dévouement à la République ni qu'ils s'arrogent le droit de nous parler en maîtres, quand le peuple seul est souverain et doit être

consulté, non pas seulement au gré des passions ou des intérêts de nos élus d'un jour, mais toutes les fois que les nécessités publiques en font une loi.

Nous avons les maîtres en horreur, de quelque masque qu'ils osent se couvrir, et nous n'hésiterons pas à dévoiler leurs manœuvres, fussent-ils ceints d'une écharpe rouge à triple frange d'or.

Nous ne sommes pas plus disposés à subir le joug de nos égaux de la veille que de nos tyrans d'hier.

Il faut que les exploités du régime de transition en fassent leur deuil ; toutes les vanités, toutes les convoitises, doivent être immolées sur l'autel de la Commune.

Citoyens, nous avons beaucoup à faire pour empêcher la Révolution d'être détournée du but qu'elle poursuit ; mais loin de laisser sommeiller notre patriotisme ou paralyser nos efforts, c'est une raison de plus pour redoubler de vigilance et d'énergie.

La plupart des journaux, vous le savez, sont des entreprises particulières où les termes magiques de Liberté et d'Égalité servent de mots de passe à bien des maraudeurs, à nombre de malintentionnés.

Ici toutes les forces vives de la publicité sont consacrées à faire fructifier les fonds d'un financier. Là, on laisse à l'écart et on sacrifie impitoyablement tout ce qui pourrait tendre à amoindrir la popularité de l'idole de céans. Ailleurs, c'est une coterie jalouse qui ne favorise que les amis de la maison.

Tandis que les uns tirent parti, pour la publication de leurs feuilles, de leurs rapports avec les membres de la Commune, d'autres, plus adroits, les attaquent avec virulence, sauf à détruire l'effet de leurs diatribes de la veille par les coups d'encensoir du lendemain.

Maistous, indistinctement, quelle que soit leur nuance, s'entendent à merveille pour organiser la conspiration du silence contre les légitimes revendications du peuple ne daignent qu'ils pas honorer de leur protection.

C'est pour faire cesser ces abus scandaleux que le journal *le Prolétaire* a été fondé, malgré des entraves et des difficultés de toute nature.

Nous ne faisons pas appel aux professeurs de littérature, aux polisseurs de phrases ; mais nous considérerons comme les bien-venus tous les hommes de cœur et de bonne volonté qui se sentent disposés à mettre, sans restriction, leur dévouement au service de la Révolution sociale.

Nous sommes bien décidés à lever tous les masques et à signaler toutes les fraudes et tous les abus.

Si nous refusons d'insérer dans nos colonnes des tartines qui mériteraient peut-être un prix de rhétorique à leur auteur, en revanche, tout citoyen, lettré ou non, qui aura une idée utile à émettre, sera sûr de ne pas se voir repoussé.

Loin de chercher à étouffer les idées d'autrui, comme cela ne se voit que trop souvent dans la presse, sauf à les exploiter ensuite au profit d'une personnalité-vampire, nous nous ferons un scrupule de mettre en lumière toute proposition qui nous paraîtra offrir un caractère d'intérêt général.

Que les citoyens qui hésiteraient à nous apporter leur concours, parce qu'ils n'ont pas l'habitude d'écrire ou ne savent pas s'exprimer correctement, nous fassent connaître leurs projets.

Il est toujours facile d'élaguer les mots superflus et de faire tenir une idée dans les limites d'un article.

L'essentiel est de ne pas laisser se perdre une seule idée utile à l'humanité ; c'est là un crime bien plus grand que celui de faire avorter les corps.

Combien de pensées, d'observations, d'inventions ingénieuses éclosent chaque jour dans le cerveau d'hommes s'exerçant dans les différentes branches de l'activité humaine et meurent stériles faute d'avoir été recueillies à temps !

Les prétendus inventeurs ne sont souvent que les plagiaires des idées d'autrui, qu'ils exploitent tardivement au grand préjudice de l'intérêt collectif.

Qu'on ne se méprenne cependant pas sur nos intentions ; nous faisons la guerre aux choses, non aux hommes ; aucune haine ne nous anime contre les particuliers.

A nos yeux, les malfaiteurs politiques et sociaux, aussi bien que les vicieux vulgaires, sont plutôt à plaindre qu'à blâmer ; il faut moins s'efforcer de les punir que les mettre dans l'impuissance de nuire. Nous les étudions avec la même sérénité qu'un physiologiste ou un médecin met à examiner les phénomènes de la nature, et si nous sommes bien déterminés à leur déclarer la guerre, c'est que nous savons, par expérience, que les moyens les plus énergiques sont en même temps les plus efficaces et les moins cruels.

Un vrai républicain doit toujours avoir présent à la mémoire ce mot de Jean-Jacques Rousseau à l'adresse d'un des héros de ses ouvrages :

« Un tel homme sera juste si toute-fois l'on peut être juste lorsqu'on n'est pas miséricordieux. »

E.-G. JACQUELINE.

TOUS LES SOIRS, A 8 HEURES

LE

CLUB DES PROLÉTAIRES

TIRNT SES SÉANCES

DANS LE BATIMEN DE L'ÉGLISE AMBROISE

BOULEVARD VOLTAIRE

NOS RENSEIGNEMENTS

Issy, 11 mai.

Nuit très-calme. On va et vient au fort sans être inquiété, et les Versailles n'osent en approcher. Après tout, ils ont peut-être raison !

A propos de l'incident Rossel et du drapeau tricolore, je n'ai pu rencontrer dans Issy un seul citoyen qui ait vu le drapeau versaillais flotter sur le fort, et pourtant j'ai parcouru toutes nos positions afin d'avoir des renseignements précis. J'en conclus donc que le fait n'est pas vrai.

En somme, ordre parfait maintenant. Plus de ces confusions comme il y en avait encore il y a quelques jours. Partant de là, moral excellent et absence totale de ces petites paniques qui se faisaient jour de temps à autre.

Le colonel chef d'état-major Brunel, quoique depuis quelques jours seulement, à Issy, a déjà marqué son passage par des mesures organisatrices qui portent déjà leur fruit. Il est très-actif et inspire de la confiance.

P.-S. 9 h. matin. — 2 chevaux viennent d'être tués au couvent des Moineaux par des éclats d'obus, mais assez proprement pour que les artilleurs puissent en sauver quelques bons morceaux, qu'ils ont envoyés à l'état-major.

Issy, 12 mai 1871.

Nos fédérés depuis quelques jours se demandent d'où leur venait de temps à autres des balles de fusils à vent qui ont atteint quelques-uns des nôtres. L'idée vint à des gardes déterminés, et bien leur en prit, de faire une investigation dans le clocher, car ils ne tardèrent pas à découvrir trois paysans munis de ces dites armes. Ces trois croquants ont été conduits à la préfecture, et à l'heure présente ils doivent avoir été passés par les armes.

NOTRE TRIBUNE

Nos membres de la Maison commune du XI^e arrondissement, dans leur grand placard adressé à la légion, nous disent qu'ils sont contents de nous ; nous attendons, pour en dire autant d'eux, et nous croyons que c'est à nous de le dire.

Allons, tous ces fracasseurs n'ont pas bientôt fini avec leurs articles et nouvelles à sensation : phrases retournées et brodées dans leur cabinet ; phrases d'autant plus creuses qu'elles ne servent qu'à rendre la population superficielle et vtarde. Il est impossible que je lise le *Cri* ou le *Vengeur*, sans y trouver ces mots retournés sur toutes les couleurs : Le peuple verse son sang, le prolétaire ne le sait que trop ; et la preuve, c'est que vous lui suggérez cette réflexion à chaque pas : C'est tout de même embêtant de se faire casser la figure pour tous ces bavards.

Par instant je me demande si réellement je suis bien à Paris ou à Versailles, sur le boulevard Denis. Un colonel, à je ne sais combien de galons, galopant à bride abattue, laisse tomber son grand sabre, un simple prolétaire le ramasse et le lui remet humblement, il a eu toute la peine du monde à le remettre au fourreau. Il faut absolument que tous ces caracoliers qui paraded sur le boulevard ou qui s'étalent à la porte des cafés, s'appuyant sur leur grande latte en prenant des airs plus ou moins guerriers ; eh bien, un conseil de simples, occupez-vous beaucoup moins de votre personne et ne pensez qu'à la chose commune. Je dis : beaucoup moins de parade et rien que de la besogne.

A propos des saisies de journaux, la Commune n'en finira jamais avec tous ces lapins ; ils ne sont pas si tôt disparus qu'ils reparaissent le lendemain sous une autre enveloppe, exemple : ce petit gamin de *National* a beau prendre le masque du *Corsaire*, on reconnaît toujours bien ses mentes-ries. Le *Temps*, autre couleur, se voile la figure sous l'étoffe de la *Discussion* ; l'ancien *Bien public*, digne élève du faiseur Emile de Girardin, emploie la carotte l'*Anonyme*. L'ancienne feuille menteuse, la *Liberté*, est remplacée par l'*Union française*, titre aussi menteur que le premier, ayant employé toute sa vie à diviser le pauvre pour mieux attraper sa sueur.

Comme les fautes sont toujours réparables, la Commune pouvait s'y prendre de la manière suivante :

Un avis uniforme pouvait être envoyé à tous ces journaux qui auraient été invités à l'insérer en tête de leur première colonne, libre à eux d'obéir ou de ne pas paraître.

La teneur la voici :
Vu la gêne et le manque de travaux, il est impossible que nous, la Commune, qui respectons souverainement le travail, nous puissions faire fermer l'ancienne boutique de tous ces faiseurs d'articles qui vendent aux pauvres le mensonge en place de la vérité ; mais, d'un autre côté, nous couperions les bras à des milliers de braves compositeurs et imprimeurs.

La note à envoyer à tous ces sau-

teurs de la Presse pouvait être ainsi conçue :

Le *Temps* aura à mettre tous les jours cet avis en tête de ses colonnes :
« Nous prévenons charitablement nos lecteurs, s'il y en avait encore d'assez naïfs pour croire à toutes les cabrioles que nous faisons avaler, que notre but est la République avec le Comte de Paris. »

Pour le *Sicéle*, la note subirait la variante qui suit :

« Nous prévenons nos lecteurs qu'ils aient à se mettre en garde contre notre manière de procéder. Pendant vingt ans nous avons fait de l'opposition pour la blague, et derrière le rideau tout se passait à merveille. Nous continuons toujours notre petit truc. Nous avons nos entrées à Versailles, comme au bon vieux temps des Morny, ce qui ne nous empêche pas point de faire de la parade avec ce bon M. Dupanloup. »

Mais à quoi bon s'appesantir sur le sort de ce vieux chauvin ? Il n'y a plus guère que quelques rares pochards qui le lisent chez le marchand de vin.

Ah ! je crois, lecteurs, que c'est assez pour aujourd'hui nous entretenir de toutes ces anciennes boutiques ; car rien n'est plus facile que de découvrir leurs ficelles une fois que l'on a mis le nez dans la science sociale.

Eh bien, citoyens, venez donc un de ces soirs, nous en causerons au club des Prolétaires.

E. PARTHENAY.

22 floréal, an 79.

Sixième réunion ; 3,000 citoyennes environ et un millier de citoyens sont présents.

A l'ouverture, mademoiselle Létang entonne la *Marseillaise* ; l'orgue de l'église, conduite par le citoyen Létang, l'accompagne.

Puis, la séance est ouverte par le citoyen André, président de la cinquième réunion.

Le bureau est ainsi composé :

DAVID, président.

ANDRÉ et BAILLACHE, assesseurs.

Secrétaire : la citoyenne LÉTANG.

L'ordre du jour est l'éducation du peuple par le peuple.

Dix-huit orateurs prennent la parole sur l'ordre du jour ; diverses communications importantes sont faites, elles sont l'objet d'applaudissements incisés, surtout celle qui concerne la démolition de la maison Thiers et celle ayant trait aux élections des provinces.

Quant aux nouvelles rapportées de Versailles, déclarant que les troupes étaient fatiguées, et, si jeudi prochain elles n'étaient pas entrées dans Paris, les officiers disaient tous qu'ils s'en iraient chacun chez eux. Cette réponse a soulevé un rire général parmi tout l'auditoire, ce qui prouve qu'à Paris on n'est pas comae à Versailles.

La séance est levée à 11 h. 10 m.

PAS DE PRÉSIDENT

DE LA RÉPUBLIQUE

En présence de la République, proclamée encore une fois dans toute la France pensante, quelle sera la conduite de la Constituante ?

Cette Assemblée future, loin de se croire le droit de discuter la République et son principe indiscutable, ne peut avoir que celui d'établir une Constitution toujours perfectible, mais contenant enfin, sans réticences, la solution radicale de toutes les questions sociales, politiques et religieuses, qui tourmentent encore si profondément les sociétés en tutelle.

Consentir, encore une fois, à ce que la République ait à s'en remettre au jugement et à l'acceptation des royalistes, c'est-à-dire des légitimistes, des orléanistes, des cléricaux, des bona-

partistes, tous encore en état d'incurable cécité, serait, inévitablement, vouloir reprendre, en sous-ordre, le rôle honteux des niais, des faiseurs, des traitres de 1848, et du 4 septembre 1870.

La République cléricale, honnête et modérée de 1848, n'était, comme celle de Versailles, rien moins que la République! Car, pas plus que la vertu, que la raison, que la morale que la justice et que la liberté, la République n'a besoin d'épithètes.

Comme dans toutes les choses justes, la République est un gouvernement ne pouvant être ni modéré, ni exagéré. Au contraire, des monarchies, ne pouvant se soutenir que par l'absorption des divers partis qu'elles accaparent et qu'elles ne peuvent gagner et s'attacher que par la corruption et la protection des titres, des rubans et des faveurs, la République est une juste balance, ne pouvant jamais avoir aucun intérêt à pencher plus à droite qu'à gauche, et à récompenser quiconque, au détriment d'un autre.

Aura-t-on encore, comme en 1848, la naïveté imbécile de croire aux repentins, aux conversions menteuses, aux ministères et aux partis de conciliation? Va-t-on encore composer, sans vergogne, avec nos éternels ennemis, avec ces réactions traîtresses, serviles et jésuitiques, qui crieront plus haut que tous : Vive la République! afin, comme toujours, de pouvoir l'enterrer et l'étouffer, à l'heure où elles auront pu réformer ces majorités insolentes, n'ayant jamais cessé de conspirer contre la Révolution, tout aussi bien sous MM. Thiers et Guizot que sous tous les ministres qui, depuis Odilon Barrot, ministre de la présidence et grand promoteur du plébiscitaire, jusqu'à MM. Rouher, Emile Ollivier, Jérôme David, Chevreau et de Pelikao, se sont succédés au pouvoir depuis 1870.

Et ce jour, où droite, centre gauche et centre droit, unis à l'extrême droite, sentiront que leur force, amassée souterrainement, est arrivée à la puissance voulue, ils s'empresseront encore de réunir en un seul tous leurs tronçons épars afin de reformer leur éternelle et mortelle coalition.

Alors, et toujours au nom de l'ordre et de la liberté, ils nous écraseront de nouveau sous le poids abrutissant de leurs gros bataillons et nous jetteront à la face les lambeaux de notre Constitution, pour la remplacer par celle qu'il plaira à leur vassalité de nous faire subir encore.

Que l'on redoute donc, par-dessus tout, que, pour en arriver à leur fin détestable, les traîtres et les valets de tous les régimes trouvent encore le moyen d'opposer au droit primordial et sacré de la République sept millions d'obéisseurs passifs, troupeaux serviles réclamant encore la monarchie, cette honte sociale, cette ruine, cette oppression et cette éternelle perturbation!

En face des noms de Louis XVII, du roi de Rome, du duc de Bordeaux, du comte de Paris et du fils de l'homme de Sedan, que deviennent donc ces hérédités illusoires que vous décrivez, que vous votez, et dont vous avez l'orgueilleuse, stupide et présumptueuse audace de proclamer et d'assurer l'éternité!

Sur cinq, pas un seul de ces héritiers divins n'est monté sur le trône; et vous persisterez dans d'aussi déplorables, d'aussi funestes entêtements! Ignorez-vous donc qu'un prince ou meurt, ou voit son trône s'écrouler, et que, se gouvernant elle-même, une nation est immortelle par la régénération et la transmission perpétuelle de son pouvoir entre les mains de toutes les intelligences, de toutes les capacités du pays?

Espérons que, comme aux Etats-Unis de Washington, mais non point de Grant, le renégat, la France saura reprendre en main l'œuvre inachevée de 92, la conduire à bonne fin, et la maintenir à jamais debout, dans toute sa force et dans toute sa puissance.

Oubliez des faits et des gestes du général Bonaparte, se faisant, avec préméditation, nommer consul à vie afin de mieux arriver à l'empire, si longtemps convoité par son effroyable ambition; effaçant le souvenir de ce Louis Bonaparte, entrant subrepticement en France sous les plis du drapeau républicain; faisant mettre l'armée à son entière disposition; la grisant de champagne et de vin bleu dans les plaines de Satory; se faisant concéder le commandement en chef des armées de la France pour finir, plus tard, par les livrer lâchement à Guillaume; déchirant la Constitution de 1848 pour lui substituer celle du Deux-Décembre; commettant-t-on, encore une fois, le crime de nommer et d'accepter un président de la République? Le crime commis, par trois fois, après le 18 brumaire, en 1802 et 1848, a été assez grand, assez profondément néfaste, pour que tout cœur honnête se garde, comme d'un malheur public, de vouloir y participer encore!

MAISON DES FRÈRES IGNORANTS

RUE SAINT-BERNARD

Nous avons visité ce lieu, ou, autrefois, hier encore, il était impossible de pénétrer. Nous espérons, bien y voir quelque chose qui frapperait nos regards; mais nous ne pensions pas que, dans des bouloirs comme ceux-là, il pouvait y avoir quelque chose d'aussi infâme; nous en avons tout été stupéfaits. Voici quelques détails sur la disposition du bâtiment: en face la porte d'entrée se trouve deux autres portes à gauche; puis, après avoir franchi ces trois portes, on longe sous une galerie, espèce de vitrine, la chapelle à droite et le jardin à gauche, environ un mètre soixante-dix centimètres en contre-bas; le jardin est magnifique. Du jardin, on peut causer avec les seigneurs, dont le bâtiment est analogue, quoique étant ou paraissant séparé.

Bref, nous entrons dans la chapelle simple; rien d'extraordinaire.

Nous ouvrons une petite porte, à côté du confessionnal; nous pénétrons dans une petite cabine qui longe le petit chœur, où est placé le maître-autel, et nous sommes saisis d'épouvante: le meuble principal est une couchette très simple.

Tout autour, à droite, à gauche, en face et même au plafond, ce ne sont que Christ, bonne Vierge, grimaçant comme pour protester contre les actions infâmes qui se commettent dans ce lieu infernal; le linge du lit accuse d'une façon irréfutable l'emploi auquel il était destiné. C'est à n'y pas croire: en face, en traversant le jardin, après avoir descendu un petit escalier, est le dortoir des sœurs; les croisées donnent sur le jardin, au-dessous est une petite voiture, comme si on voulait dissimuler la possibilité de communiquer. Mais l'échelle est là, on voit comment on l'a placée; et, vous le savez, les Frères ignorants connaissent le gymnase; en un clin d'œil la farce était jouée, ou tout au moins pouvait se jouer.

Eh bien, mari, père de famille, qui souvent êtes jaloux d'un ami, et qui permettez naïvement d'aller à confesse, je vous engage d'aller visiter ce lieu modèle, quoique malpropre, et je suis persuadé que jamais vous ne laisserez vos femmes et vos filles pénétrer dans cette dégoûtante écurie.

Nous repasserons l'un après l'autre tout cet établissement dégoûtant, où le vice et le crime se réfugiaient sous le masque de la religion et du jésuitisme.

Le Prolétaire ne mentira pas; il ne fera pas de phrases; mais il dira tout ce qu'il verra, et cela avec franchise.

Pour le Prolétaire,
DAVID.

Extrait du livre de caisse de la Commission d'enquête du XI^e arrondissement.

RECETTE		1871
14 Avril	7 ^e compag. du 232 ^e bataillon	9 30
15	— 1 ^{re} — 130 ^e —	23 45
15	— 4 ^e — 204 ^e —	8 »
15	— 7 ^e — 232 ^e —	10 »
16	— 7 ^e — 232 ^e —	6 60
17	— 7 ^e — 232 ^e —	5 10
18	Du boucher, fournisseurs des fourneaux du XI ^e arrondissement	20 »
18	Du sous-comité, le produit d'une collecte faite par les citoyens Maussire et van Berlechi	91 10
19	Anonyme	» 50
19	— 2 ^e compag. du 232 ^e bataillon	3 05
19	— 2 ^e — 138 ^e —	7 50
20	— 8 ^e — 180 ^e —	2 40
20	Du Cri du peuple, provenant du 138 ^e bataillon	15 »
21	Collecte du 58 ^e bataillon	19 40
21	Collecte de la 5 ^e comp. du 232 ^e bataillon	4 45
21	Collecte de la 5 ^e comp. du 237 ^e bataillon	6 35
22	Du citoyen Brière de Boismond	100 »
22	D'un théâtre forain, place du Trône	80 »
24	De la 4 ^e compag. du 130 ^e bataillon	10 »
24	— 11 ^e — 138 ^e —	23 50
24	— 7 ^e — 232 ^e —	5 50
25	— 10 ^e — 180 ^e —	8 10
25	Du citoyen Petit, 97, boulevard Voltaire, de la 4 ^e comp. du 58 ^e bat.	7 40
25	De la 1 ^{re} compag. du 58 ^e bataillon	6 10
25	— 4 ^e — 192 ^e —	6 70
25	— 3 ^e — 241 ^e —	9 90
26	— 6 ^e — 130 ^e —	7 »
26	— 2 ^e — 271 ^e —	20 30
A suivre.		523 20

Ces recettes et répartitions sont de l'action spéciale de la Commission d'enquête du XI^e arrondissement, et en dehors des sommes allouées par la Commune.

(La suite au prochain numéro.)

RÉPONSE DE LA FRANCE

A M. THIERS

24 floréal, an 79.

Foutriquet n'a réellement pas de chance. Le 18 mars, il tente un beau petit coup d'État, bien arrangé, ma foi; mais voilà qu'au moment de réussir — la proclamation annonçant le succès était déjà faite — tout l'échafaudage, si péniblement construit, s'affaisse. Les soldats refusent de tirer sur les gardes nationaux et fraternisent avec le peuple.

Ensuite « l'homme de la situation » annonce à la province que Paris est gouverné par « une poignée de factieux », dont il viendra facilement à bout.

Pour tenir cette promesse, il s'improvise « général » et, depuis six semaines, « la plus belle armée du monde » ne gagne pas un pouce de terrain, si elle abat plus d'une pierre de nos remparts.

Enfin, le petit vieux Prussien de la place Saint-Georges voit son dernier espoir déçu par les élections municipales du 30 avril. Cette France, qu'il croyait si bien corrompue par l'homme du Deux-Décembre, vient de retrouver son énergie; elle se souvient qu'elle a été le premier pays de l'Europe, et elle ne veut pas tomber au rang des nations déchues. Elle se souvient de la Pologne; elle a, devant elle, l'exemple vivant de l'Espagne. Et quand elle voit M. Thiers — imitateur servile de l'imbécile Bomba — cherchant à écraser Paris, le centre de tout progrès, elle se lève menaçante; et, par son vote, elle s'écrie: Assez! assez! misérable, arrête!

Cette grande nation, à qui ses désastres ont

ramené la vie politique et intellectuelle, veut reprendre la tête de la civilisation, et, comme une sentinelle avancée, veiller à ce qu'aucun obstacle ne s'oppose à la marche irrésistible des peuples vers le grand but, la suppression des deux sanglants despotismes.

Ce qu'elle veut se résume en un mot: La République universelle et sociale.

Si MM. Thiers et consorts ne le comprennent pas, tant pis pour eux. Ils seront anéantis, broyés, comme le serait le fou qui tenterait d'arrêter la marche d'un express lancé à toute vapeur.

L'express, c'est la civilisation; le fou, c'est le gouvernement de Versailles.

J.-M. HOCHÉ.

MOUVEMENT INTERNATIONAL

Correspondance particulière du journal la Révolution.

Nous traduisons du *Volksstaat*, de Leipzig, le compte rendu du discours prononcé au Reichstag par le député Bebel, de l'Internationale, au sujet des droits fondamentaux à inscrire dans la Constitution du nouvel empire allemand.

Messieurs, je dois commencer par déclarer que les débats m'ont fait une impression tout-à-fait particulière; j'avais cru qu'il s'agissait de droits fondamentaux à discuter, au lieu de cela, voilà deux longues séances où l'on ne s'occupe que d'affaires religieuses. On dirait que les intérêts religieux vaudraient dans le nouvel empire allemand submerger tous les autres, car les deux séances passées ont été tellement pleines de religiosité qu'un homme, qui a complètement rompu avec tous les dogmes, ne

droits fondamentaux et de semblables choses dans une Constitution. Ce député a parfaitement raison de parler d'enfance politique quand il désigne 1848, car ils ne peuvent avoir été que des enfants politiques ceux qui, dans une Constitution à la tête de laquelle le roi de Prusse devait un jour être placé comme empereur d'Allemagne, ont voulu inscrire le droit absolu de la presse, le droit absolu de réunion et d'association, la séparation entre l'école et l'église, entre l'Église et l'Etat; les garanties de liberté individuelle, et encore une foule d'autres choses semblables; vouloir demander cela d'un roi de Prusse, c'est-à-dire d'un prince, est cependant encore plus puéril, car, messieurs, nous ne pouvons pas oublier que les intérêts du peuple et ceux du prince sont en opposition (interruption et rires), que le prince a intérêt de régner de la façon la plus absolue possible, et qu'il ne se départit de cette tendance que pour autant que l'opinion publique et au besoin la puissance matérielle du peuple l'y forcent. Mais que dans un temps où la puissance publique de l'Allemagne entière est entre les mains du roi de Prusse et qu'il dispose d'un million de baïonnettes, qu'en un pareil temps on ouvre une discussion dans un parlement, pour savoir si l'on demandera la liberté absolue d'association, etc., au roi de Prusse, cela, évidemment, des hommes politiques sérieux ne peuvent pas le faire, car ceux-là savent que toutes les questions politiques et de droit sont en même temps des questions de force.

Quand ils revendiquent un droit, alors ils ont bien le principe théorique et le droit platonique avec eux, mais faire pénétrer ce droit dans la pratique, ils ne le peuvent pas, eh, messieurs, un gouvernement et surtout un gouvernement fort, gardera les droits de sa couronne, et n'aura nullement le goût de satisfaire des désirs théoriques qui peuvent amoindrir sa puissance; c'est pour cela que je suis parfaitement d'avis qu'il est inutile de discuter ici de droits fondamentaux aussi longtemps qu'on ne sera pas décidé à les prendre au besoin par la force. (Rires.)

Ainsi un parti politique, quand il veut être raisonnable, doit s'en tenir au principe susdit, sans cela il ne réussira jamais à accomplir des progrès libéraux et surtout des progrès radicaux.

Il y a cependant encore une autre raison qui empêche ces messieurs du parti libéral de demander des libertés politiques dans un temps aussi agité que le nôtre; on ne peut pas nier que nous vivons dans un temps fécond en mouvements, et un des préopinants, le député von Mallinckrodt a fait allusion à cela quand il a dit: Le parti révolutionnaire européen recommence à se montrer dangereux. Je n'ai aucune raison de repousser cette allusion, moi-même j'appartiens à ce parti, (Grande agitation et rires.)

Le libéralisme doit avouer que lorsqu'il veut accomplir des progrès libéraux, il peut toujours compter sur nous, mais il sait aussi que l'obtention de ces droits est aussi favorable aux révolutionnaires qu'à d'autres, et c'est pour cela que nous voyons dans le nouvel empire allemand, ce que nous avons vu en France et dans d'autres pays où le parti révolutionnaire a une certaine force, que ces messieurs libéraux préfèrent encore se jeter dans le bras d'un gouvernement réactionnaire que de garder le moindre contact avec le parti de la Révolution. (De tous les côtés: C'est très-vrai!)

En effet, c'est très-vrai, moi aussi je dis cela. Messieurs, quand, il y a six ans, commençait en Prusse le conflit entre le gouvernement et le Parlement et qu'il se fut développé d'une façon extrême, quelqu'un demandait, dit-on, à M. de Bismarck si ce conflit ne pourrait pas conduire à une révolution, et M. de Bismarck aurait répondu: « Ah bah! ces progressistes me haïssent encore moins qu'ils n'ont peur de la Révolution. » Cela est également très-vrai.

Aussi dans les circonstances actuelles, et avec l'attitude du parti libéral qui depuis de longues années abandonne un droit après l'autre, de la façon la plus honteuse, nous pouvons renoncer, en Allemagne, à obtenir la liberté du peuple par la voie parlementaire; c'est pourquoi moi-même mon parti nous ne nous donnons jamais beaucoup de peine pour venir ici soutenir un combat aussi inutile. Nous espérons qu'avant la fin du dix-neuvième siècle, le temps sera arrivé où nous aurons obtenu d'une ou d'autre manière non-seulement les droits fondamentaux, mais toutes nos revendications réunies. (Grande agitation.)

A la Femme

Femme, relève-toi!... Cesse, enfin, d'être esclave; Du mal original brise l'unique entrave Et sors de ton néant!

Pour tous les opprimés un jour nouveau commence: Jour de paix et d'amour qui, radieux, s'éclaire Des ombres du présent.

Femme, relève-toi!... Sois vaillante, sois forte; Et, dans un pur élan, viens guider la cohorte Des libres combattants.

Qui s'en vont aux assauts que la vérité livre A l'égoïsme lâche, à l'hypocrisie ivre, Aux vices triomphants.

Viens guider la jeunesse, en quête de croyance; Vars un autre idéal, vers une autre espérance Et vers une autre foi.

Viens tenir le flambeau qui montrera la route Aux chercheurs d'avenir égarés dans le doute De l'éternelle loi.

C'est ton devoir sacré!... Toujours à notre tête Il te faudra marcher et braver la tempête Des humbles terreurs;

Toujours il te faudra, dans cette tâche auguste, Secourir l'opprimé, reconforter le juste, Partager nos douleurs.

Où, toujours il faudra d'un rayon de ton âme Réchauffer nos espoirs et raviver la flamme De nos vœux pris d'ennui;

Car toujours tu seras la grande inspiratrice, Trait d'union que se maine l'entraîne — Mit entre nous et lui.

Aussi loin que l'esprit vers la source des âges Remonte, il capote, dans ces puissants mirages, Faits de réalité;

Comme un moteur sacré de l'action humaine Comme un phare idéal dont l'âme souveraine Guide l'humanité.

C'est toi qu'il voit au loin rayonner sur la Grèce, Et dans l'antique Rome, héroïque Lucrèce, Démocrates les tyrans.

Toi qui, plus grande encore, as pour nom Cornélie; Toi qui sèves la France, en lui votant ta vie, Sous les murs d'Orléans.

Et quand pour nous s'ouvrit la sublime épopée, Où le peuple repart sa couronne usurpée Et rejeta ses fers,

Tu te nommas Roland; tu fus républicaine; Tu donnas ton amour à la France et ta haine Aux despotes pervers.

Qu'attends-tu pour marcher? qu'attends-tu pour revivre! Crains-tu donc que nos cours soient trop lents à te suivre Dans les sentiers nouveaux?

Crains-tu donc qu'à ta voix nulle voix ne réponde: Que ton cri répété n'éveille dans le monde — ... Que l'écho des tombeaux?

Mais quoi!... Ne vois-tu pas dans les foules sans nombre Passer, comme un éclair sillonnant la nuit sombre, Le frisson précurseur?

Ne vois-tu pas ce corps d'or s'échappait la vie Sous le souffle puissant de la démocratie Recouvrer sa chaleur?

Viens donc!... à ton appel, se levant énergiques, Les peuples rougiront des formes despotiques: Alors l'Égalité

Descendra parmi nous, La Fraternité sainte Unissant tous les cœurs; nous saluerons sans crainte La grande Liberté.

R. PICARD.

Renseignements et Avis divers

De la rue Servan à la rue Saint-Maur, il y a un vaste atelier de chaudronnerie, ayant une entrée rue du Chemin-Vert. Le propriétaire est parti, le contre-maître est resté avec une quantité de jeunes gaillards, de 19 à 40 ans, qui se réfugient là, frappant, dès le matin, sur les chaudrons, comme pour annoncer qu'ils travaillent sérieusement.

Ils n'arguent sans cesse tous les gardes nationaux du quartier, parce qu'ils vont, disent-ils, se faire tuer comme des niais.

Nous désirons que cet état chose finisse. Avis à la Commission de la guerre et au Comité de vigilance!

Même quartier, rue du Chemin-Vert, presque tous les boutiquiers ont fui: marchands de vin, perruquiers, épiciers, charcutiers, boulangers, jusqu'au marchand de tabac du coin de la rue Servan, et leurs femmes, parties à tour de rôle pour Saint-Denis, avec charge de lettre. Il est temps d'y veiller, où nos femmes feront justice elles-mêmes!

Les clubs du Prolétaire (11^e arrondissement) sont institués en vue de faire l'éducation du peuple par le peuple. A cet effet, nous avons cru de notre devoir de fonder un journal ayant le même titre, c'est-à-dire le *Prolétaire*, afin que ceux qui ne peuvent s'exprimer à la tribune puissent s'exprimer par écrit.

Pour la commission d'organisation du club Ambroise,

DAVID.

P.-S. — Tous les bénéfices provenant de la publicité du journal seront versés à la caisse de la Commission d'enquête de secours aux blessés du 11^e arrondissement.

CIRQUE NATIONAL (boulevard des Filles-du-Calvaire). — Aujourd'hui dimanche, à deux heures, grand Concert vocal et instrumental donné par le 237^e bataillon, sous le patronage du citoyen Parcé, son commandant, au bénéfice des veuves, blessés et orphelins de son bataillon, avec le bienveillant concours des membres de la Fédération artistique.

PROGRAMME

M^{me} Marie Bosc (de l'Eldorado): Fleur du Printemps, — les Dragons de Villars.

M^{me} Fanny Keller (des Porcherons): la France n'est pas morte. — la Liberté!

M^{lle} Eugénie Petit (du théâtre de Cluny): A Napoléon III, poésie.

M^{me} Taton (des Porcherons): Canuche. — Vive la République!

M^{me} Simon (des Porcherons): Savez-vous pourquoi? — Mes qualités.

M. Blondelet (du théâtre des Variétés): les Franchises municipales.

M. Piessis (de Ba-ta-clan): le Roi des Saltimbanques, — A l'Abattoir.

M. Pacra (de l'Eldorado, président de la Fédération artistique), Mon Vieux grand-père.

M. Doria (de l'Eldorado): Je ne t'aime plus.

M. Roussel de Méry, poète populaire: le Lion surpris, poésie.

M. Noailles (de l'Odéon): l'Avenir du Peuple, poésie.

M. Nicol (des Ambassadeurs): la Lettre du Mobile, — Ah! Chaleur!

M. Plet (du théâtre du Château-d'Eau): Scènes d'imitation.

Le jeune Avrain, âgé de dix ans (du théâtre de la Gaîté): les Têtes de pipe. — Qu'on se souvienne!

M. Bienfait (du théâtre du Château-d'Eau): l'International. — Poussier de mottes!

Intermèdes par la musique du 213^e bataillon, sous la direction de M. Jules MILLESCAMPS.

Le piano de la maison Énard sera tenu par M. MÉLHAN.

Prix des places: Premières, 1 fr. — Deuxièmes, 50 cent. — Troisièmes, 25 cent.

Pour la collectivité responsable, bureau du Prolétaire, place Voltaire, 9.

Paris. — Assoc. générale typogr., Faut.-St-Denis, 19

LE PROLETAIRE

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr.	Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr.	Trois mois..... 9 fr.

ORGANE DES REVENDICATIONS SOCIALES

(11^e ARRONDISSEMENT)

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr.	Un mois..... 3 fr.
Trois mois..... 6 fr.	Trois mois..... 9 fr.

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

BUREAUX DE RÉDACTION

PLACE VOLTAIRE, 9

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant
et Faubourg-Saint-Denis, 19

TRIBUNE DES ÉGAUX

LA CARTE DE CIVISME

Combien de temps encore amusera-t-on le peuple avec des mots à effet ?

L'adoption d'une carte d'identité, telle que nous l'avons proposée nous-mêmes sous l'empire dans un petit livre ayant pour titre : *Comment l'esprit vient aux Électeurs*, est une mesure morale, utile aux particuliers comme à la société.

Mais de la carte d'identité à la carte de civisme, il y a un abîme.

Qui me garantira le civisme de celui qui aura la prétention d'attester le mien ? Ira-t-on prendre pour témoin, moyennant bourse, le marchand de vins du coin ou tout autre industriel patenté, dont la profession est encore moins avouable ?

Comment ! les amis du frère Panille, dit Blanchet, le banqueroutier, ceux qui se sont portés ses parrains pour faire triompher sa candidature à la Commune, et cent autres dont la valeur et la moralité sont plus ou moins contestées, seront chargés de certifier le patriotisme des bons citoyens !

N'est-ce pas ouvrir la voie à toutes les basses vengeances et aux passions haineuses de toute nature ?

Comment pourrais-je attendre une attestation de civisme des hommes dont j'aurai signalé les fautes, la lâcheté et la trahison ?

En temps de révolution, le vaincu de la veille est bien souvent le vainqueur du lendemain, et pour peu que la République continuât d'être en proie aux factions, nous risquerions fort de nous proscrire successivement les uns après les autres.

On en reviendrait bientôt aux crimes de lèse-majesté.

Crime d'incivisme d'avoir douté du talent incomparable de tel fabricant d'antithèses !

Crime d'incivisme de n'avoir pas eu la chance de le rencontrer au jour du danger !

Crime d'incivisme d'émettre cette opinion malsonnante que tel qui a trahi la cause de la Révolution en 1848 ne convient pas beaucoup pour la diriger en 1871 !

Crime d'incivisme de n'avoir pas consenti à voir exploiter son dévouement par les faiseurs et de ne s'être pas laissé étouffer sans mot dire !

Je ne pousserai pas plus loin cette nomenclature.

Chacun comprendra qu'au peuple seul incombe le soin de juger les hommes et leurs actes et que la mission de ses mandataires doit se borner à le mettre à même de juger sainement et en connaissance de cause.

Ne vous pressez donc pas de juger et de décider au nom du peuple et à sa place. Restez dans votre rôle de simples commis, et contentez-vous de lui fournir les renseignements qu'il vous a chargés de lui communiquer.

Serviteurs du peuple, ne prenez pas de faux airs de souverains ; cela ne vous sied pas mieux qu'aux despotes auxquels vous avez succédé.

Majorité ou minorité, que nous importe ? Vos personnes sont de peu de poids dans les balances de la Commune.

Le peuple est las des sauveurs ; il entend dorénavant discuter leurs actes.

DÉCRET SUR LES GALONS

J'ai souri de pitié en lisant le décret du Comité de Salut public relatif aux galons des officiers de la garde natio-

nale (galons de laine, galons d'argent, galons d'or, etc.)

Je me suis dit que si l'on n'avait consulté que la raison, le décret eût pu être modifié à peu près comme il suit :

La Commune :

Attendu que les grades n'ont pas été institués pour l'avantage de ceux à qui ils sont conférés, mais uniquement pour assurer l'organisation de l'armée et le salut de la République ;

Que les insignes dont sont revêtus les officiers ne sauraient, en conséquence, être considérés comme un instrument de vanité ou de domination, mais qu'ils constituent simplement un moyen de reconnaissance ;

Que la matière qui doit servir à composer ces attributs distinctifs importe peu, du moment qu'ils remplissent leur destination ; mais que, dans les épreuves que nous traversons, la plus stricte économie doit présider à toutes les dépenses,

Arrête :

Les attributs distinctifs des différents grades pourront différer par la forme et par la couleur ; mais, à moins d'impossibilité absolue, ils seront fabriqués avec une matière unique et aux conditions les moins onéreuses pour le Trésor.

LES BREVETS D'INVENTION

Le délégué au ministère du commerce a bien voulu prévenir les inventeurs, par une affiche spéciale, qu'ils seraient tenus d'acquiescer leurs annuités comme par le passé.

Tout l'esprit de la loi sur les brevets peut se résumer dans les dispositions suivantes qui paraîtront absurdes à des cerveaux bien conformés, mais qui n'en représentent pas moins la traduction intentionnelle, sinon littérale de la loi :

« Art. 1^{er}. Tout citoyen qui s'aviserait d'émettre une idée nouvelle applicable aux arts industriels aura le droit de la faire breveter, mais il en sera puni par une amende de 100 fr. par an, payable par anticipation.

« 2. Cette amende ne lui garantira que très imparfaitement ses droits d'inventeur, mais elle lui fournira l'occasion d'enrichir les Robins et de se ruiner en intentant des procès en contrefaçon.

« 3. Cependant, comme il importe, avant tout, d'arrêter l'essor du génie industriel et d'étouffer dans leur germe les idées utiles en les empêchant de se développer, le possesseur d'un brevet aura la faculté de paralyser les inventeurs à venir en prenant, sous les plus futilles prétextes, des brevets d'addition et de perfectionnement.

« 4. En échange de tant d'inconvénients l'Etat n'assure aucun avantage ni aucune garantie sérieuse aux inventeurs ; mais il autorise le premier imbécile venu, moyennant 100 fr., à prendre un brevet pour les procédés les moins applicables et les plus saugrenus. »

La place nous manque aujourd'hui pour traiter la question des brevets au point de vue républicain ; mais, rappelons-nous des principes :

L'inventeur, comme tous les autres citoyens, doit jouir du produit intégral de son travail, après avoir acquitté sa part de la dette sociale.

Mais la priorité de son invention, en admettant même qu'elle ne soit pas contestée et qu'il en soit le seul et unique auteur, ne peut lui conférer le droit de monopole et d'étouffement sur les découvertes faites postérieurement à son invention, alors même que la première invention aurait eu pour effet d'amener les autres découvertes.

C'est à la nation qu'il appartient de déterminer le degré d'utilité qu'elle ac-

corde aux inventions et de fixer la rémunération des inventeurs.

LES OUVRIERS BOULANGERS

La chambre syndicale de la corporation vient de convoquer les ouvriers boulangers, afin, dit l'avis d'invitation, qu'ils aient à se rendre à l'Hôtel-de-Ville pour exprimer leur gratitude à la Commune et l'assurer de leur dévouement.

Si nous doutons d'une chose, assurément ce n'est pas du patriotisme de nos amis de la boulangerie, et nous sommes intimement convaincus qu'en faisant cette démarche, ils sont animés d'excellentes intentions et ne cherchent qu'une occasion nouvelle d'affirmer leur attachement à la Commune et à la République ; mais qu'ils nous permettent de leur donner un avis fraternel.

Le peuple n'a pas à remercier ses mandataires d'avoir fait leur devoir ; ils seraient criminels en ne le faisant pas : c'est donc prendre une habitude fâcheuse que d'aller leur rendre grâce pour avoir pris une mesure qu'ils auraient été coupables de ne pas édicter.

N'oublions jamais que c'est la reconnaissance des peuples qui a fait les tyrans. Un particulier peut savoir gré à un autre du bien qu'il en reçoit ; mais les délégués du peuple accomplissent un devoir et ne rendent pas des services.

Les membres de la Commune ont le tort grave de jouer à la Providence et de figurer les petits Jupiters ; ce rôle ne leur convient pas le moins du monde.

Ils sont tenus de soumettre leurs projets de décrets à la sanction du peuple qui leur fait des injonctions et n'a pas à en recevoir.

Il ne s'agit pas en effet de décréter certaines réformes partielles, par boutades, selon le caprice du moment, pour reconquérir sa popularité perdue.

Les décrets relatifs à la liberté du travail doivent englober tous les travailleurs sans distinction, et ne pas paraître favoriser ceux-ci et laisser ceux-là de côté.

Fixez un maximum des heures de travail ;

Établissez un minimum de salaire ; Interdisez d'une manière absolue les travaux à exécuter lorsqu'ils sont contraires à la salubrité, à la morale, au libre arbitre.

A la bonne heure, et personne n'y trouvera à redire. Mais ne vous croyez pas dans l'Olympe et surtout dans l'Olympe de Lilliput.

C.-G. JACQUELINE.

AUX MEMBRES

DU

CLUB DES PROLÉTAIRES

Les Exploiteurs de la Révolution

Citoyens,

Les partisans désintéressés de la Révolution ne poursuivent, dans la réalisation des réformes sociales, d'autre but que le triomphe de la justice et de la raison.

Ses faux et intéressés amis, au contraire, se soucient très-médiocrement du but final qu'ils ont en horreur et auquel ils ne croient pas, ne cherchent dans la Révolution qu'une occasion pour assouvir leurs passions et satisfaire leurs appétits.

Pour eux, la Révolution a atteint son but dès qu'ils sont en place ; aussi s'aperçoit-on, lorsqu'on se donne la peine de les observer, que leur attitude et leur langage se modifient, pour ainsi dire, à vue d'œil, et que leurs actes,

en apparence les plus énergiques, ne sont que des faux-fuyants qu'ils imaginent pour donner le change à leurs trop confiants concitoyens.

Les premiers de ces hommes n'ont jamais dévié de la ligne droite.

Les seconds, véritables caméléons, malgré l'audace de leurs déclarations, varient sans cesse au gré des circonstances et suivant les suggestions de leur intérêt ou de leur vanité.

Quand nous signalons, dès les premiers jours du mois de septembre, les manœuvres suspectes de Trochu et de ses complices, ces grands pontifes de la démocratie se bornaient, au nom de la concorde, à nous prêcher la confiance et l'union contre l'ennemi commun ; comme si l'union pouvait être cimentée sur d'autres bases que celles de la vérité et de la loyauté !

Aujourd'hui ces mêmes hommes, que l'on trouve toujours au jour du triomphe et que l'on ne rencontre jamais le jour de la défaite, ont eu la précaution d'envahir toutes les fonctions publiques, et paraissent vouloir réduire le rôle des démocrates au soin de défendre leurs précieuses personnes contre toute attaque.

Eh bien, non, nous ne serons pas les dupes de ces nouveaux mystificateurs, nous n'aurons pas à devenir leurs victimes !

Non, la Commune, ce n'est pas cette réunion d'individualités que le hasard des circonstances et l'appui de la camaraderie ont placés à la tête des affaires et qui se montrent en général si peu dignes de la mission qu'ils ont acceptée ; que si les choses continuent d'aller leur train, on ne saura bientôt plus s'ils méritent mieux la qualification de soliveaux que celle de complices, suivant l'énergique expression de Blanqui.

Non, l'organisation de la Commune ne consiste pas seulement dans la nomination des mandataires du peuple, parmi lesquels on compte quelques bons citoyens, mais dont le plus grand nombre a de graves reproches à s'adresser.

La Commune, c'est le peuple même manifestant sa volonté par la délibération légale sur les actes de ses agents.

Pourquoi donc feint-on de l'ignorer à l'Hôtel-de-Ville, et repousse-t-on par le silence le plus majestueux les plus légitimes revendications des citoyens ?

Le bureau des pétitions est-il devenu une fosse aux oubliettes comme du temps des sénateurs à l'engrais, et ne s'y occupe-t-on que des réclamations relatives à l'intérêt privé ?

Mais, citoyens, nous avons tort de nous en prendre aux dépositaires momentanés de l'autorité populaire.

C'est à nous qu'appartient l'initiative des mesures révolutionnaires. Faisons tout par nous-mêmes, et n'attendons pas la pression du mors ou le stimulant de l'aiguillon pour nous indiquer la marche à suivre.

La puissance communale réside dans chaque arrondissement, partout où se trouvent réunis des hommes qui ont horreur du joug et de la servitude.

Laissons à nos élus d'hier toute cette mise en scène et ces réminiscences grotesquement puériles auxquelles ils paraissent prendre tant de plaisir.

Qu'ils arrondissent des périodes et jouent aux décrets et aux écharpes comme les enfants jouent aux osselets ; c'est leur affaire, et non la nôtre.

Quant à nous, nous avons des devoirs plus sérieux à remplir.

Ne craignons pas d'aller de l'avant. S'ils nous voient prendre cette voie, soyez sûrs qu'ils ne tarderont pas à nous suivre et même à nous précéder, comme ils l'ont fait déjà tant de fois quand ils ont senti que la popularité allait leur échapper.

Ne vous rappelez-vous pas les conversions et les volte-face si rapides des libéraux en radicaux, des radicaux en démocrates, des démocrates en socialistes ?

L'avenir nous en promet bien d'autres.

Remarquez déjà comme en présence du mouvement qui tend à s'accroître de jour en jour avec énergie en faveur

de la sanction des lois par le peuple, remarquez, dis-je, comme les journaux soi-disant socialistes, toujours à l'affût des fluctuations de l'opinion publique, commencent à traiter la question de l'appel au peuple et reconnaissent la nécessité pour la Commune de tenir compte des aspirations populaires.

Mais nous ne nous laisserons pas prendre au piège.

Des habiles rêvent sans doute de surprendre la bonne foi des électeurs à un troisième plébiscite qui n'aurait rien à envier à ses aînés du 3 mai et du 3 novembre.

Si l'on veut une dictature militaire, qu'on le dise franchement, au moins nous saurons à quoi nous en tenir ; mais qu'on la confie à un seul homme et non à une foule de bavards jaloux et vaniteux. Que cet homme et ses agents soient astreints à rendre des comptes et qu'ils soient sans cesse sous la main du peuple.

Mais la dictature militaire ne dispense pas de sauvegarder l'édifice révolutionnaire qui doit demeurer intact et à l'abri des coups de main ; car le jour où le peuple, trompé par ses mandataires, n'aurait plus foi dans la Révolution, l'armée n'aurait bientôt plus aucune force et la République serait perdue !

Mais la République subsistera ; nous en avons pour garant le témoignage de tous les bons citoyens et notre propre conviction.

C.-G. JACQUELINE.

Tous les soirs, à 8 heures

LE

CLUB DES PROLÉTAIRES

TIENT SES SÉANCES

DANS LE BATIMEN DE L'ÉGLISE AMBROISE

BOULEVARD VOLTAIRE

NOTRE TRIBUNE

Eh bien, oui, revenez dans vos arrondissements respectifs ; il y a déjà beaucoup de temps que nous gémissons sur les heures passées en bavardages. Voyons, de bon compte, n'est-ce pas honteux de voir s'étaler vaniteusement ces signatures dans la première colonne du journal qui fait de la tropmanerie avec les cadavres de l'Église Laurent, tandis que la caisse du libraire empêche les deux sous du pauvre sans rien lui apprendre sur la grande cause sociale !

Je me souviens cependant avoir vu le patron de cette boutique aussi simplement vêtu que nous autres prolétaires. Aujourd'hui, les temps sont changés. Il ne peut se rendre aux séances de la Commune sans avoir son pardessus sur le bras.

J'en cite un dans le tas ; car s'il me fallait citer tous les porteurs de bottes plus ou moins à la Souvarow, qui nous rappellent les plus beaux jours de l'empire, nous passerions du temps mal employé.

Au point de vue social, il est évident que vous êtes en mesure d'accomplir de grandes réformes, et puisque vous voilà revenus parmi nous, laissez donc vos langues à l'Hôtel-de-Ville. Seuls vos bras et vos jambes sont utiles pour l'action.

En définitive, que promettez-vous à

nos braves fédérés? Vous nous faites des décrets sur les réfractaires qui ne sont point exécutés et qui retombent rien que sur le pauvre.

A la besogne donc; rien n'est encore perdu.

Pour atteindre les réfractaires d'en haut, décréter que tout propriétaire ayant abandonné lâchement son immeuble sans motifs valables sera exproprié pour cause d'utilité publique, après avertissement préalable, et le *Proletaire* s'engage à donner des renseignements sur l'absence de cette classe de citoyens bien pensants.

Assez pour aujourd'hui : nous nous promettons d'y revenir.

Un de nos lecteurs nous demande combien le citoyen Pyat pourra nous fournir encore d'articles sur la colonne.

Un des compositeurs du journal *le Proletaire* nous répond que les lettres employées dans l'article sont pareilles du commencement jusqu'à la fin; il n'y a qu'à les changer de place pour les articles à faire.

E. PARTHENAY.

DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Révolutionner, c'est substituer une chose meilleure à une chose jugée, sinon mauvaise, au moins incomplète.

Nous ne nous dissimulons pas, en nous présentant à cette sorte de tribune publique, la témérité qui nous fait agir; mais, après réflexion, si notre pensée, nos idées, notre style, notre français même, prêtent à la critique des lettrés et des gens qui font métier d'esprit, nous leur opposons quelques mots simples, émanant, nous le croyons, du sens commun; et, après tout, si nous ne connaissons pas l'art d'écrire, la faute et la honte sont pour les rieurs, bacheliers des privilèges du passé, au nombre desquels les riches, de par la loi qu'ils faisaient seuls, avaient monopolisé à leur profit l'instruction, comme tant d'autres choses, et, sans plus de préambule, nous entrons en matière.

Pourquoi le suffrage universel, depuis 1848, a-t-il produit de si mauvais fruits? soit :

La mauvaise Constituante,
La plus mauvaise Législative,
La plus mauvaise présidence,
Le plus mauvais empire,
Les plus mauvais plébiscites,

Et la non moins mauvaise Assemblée rurale actuelle, qui s'est proménée, par mesure d'économie sans doute, d'abord à Bordeaux, puis à Versailles; voyages et installations ajoutés au coût de ces personnages, qui seraient grotesques et ridicules, s'ils n'étaient criminels.

Tout cela était sans dignité, indécent, tâteur, faiseur, menteur, glorieux, cupide, plat; ce qui ne pouvait aboutir qu'à l'injustice, à l'inhumanité, au crétinisme.

Pourquoi, dis-je, le suffrage universel a-t-il produit tout cela?

Parce que la masse du peuple, les indifférents des villes et les trop confiants des campagnes, l'ont manié comme l'enfant manie son jouet, sans discernement, et ont joué au vote comme les jeunes garçons jouent au soldat; ils ont été conduits dans ces sortes d'exercices, par les INTERÊTS de toute espèce, ou qui les trompaient, ou qui les intimidaient, ou qui les menaçaient; tout cela s'est vu dans les ateliers, dans les manufactures, dans les casernes, dans les administrations, dans les campagnes.

Pourquoi, maintenant, cela a-t-il été possible?

Parce que l'application du suffrage universel tel qu'il a été exercé jusqu'à ce jour, était restreinte, et accordée chaque fois comme une sorte de faveur donnée au peuple; parce qu'il n'en a jamais disposé librement, comme on doit disposer d'un droit, à sa volonté, quand et comme il le veut.

En effet, un véritable droit s'exerce librement, sans qu'il soit nécessaire même de prévenir tel ou tel fonctionnaire, qui, en définitive, ne doit être que le très humble serviteur du souverain, le Peuple.

On a beaucoup critiqué la Commune, disant qu'elle fait des décrets et ne les fait pas exécuter; en cela, je trouve qu'elle nous traite en hommes.

Voilà une loi, un décret, nous dit-elle; elle est bonne, il est bon; ils sont l'expression d'une étude consciencieuse; à vous, puisque c'est pour vous, de les faire exécuter; vous en laissez l'exécution, c'est les soumettre à votre sanction; vous êtes fédérés, la distribution des attributions est faite; des délégations de compagnie, des délégations de bataillon, de légion, de Comité central, sont organisées; vous êtes tout à la fois citoyens et soldats. Comme citoyens, vous trouvez la loi bonne; comme soldats, par les organes de vos délégations, faites les exécuter, en ce qui ressort des attributions de chacune d'elles.

Que faut-il donc pour que le suffrage universel

sel, qui a fait si mal, arrive à produire mieux, disons même à produire très bien?

Les uns prétendent que les ignorants ne devraient pas voter; nous leur répondons : Non, par cette première raison que ce serait une injustice à ajouter à celle de les avoir laissés ignorants.

Non encore, parce que pour être ignorant, on peut n'être pas inintelligent.

Non enfin, parce que là n'est pas réellement l'écueil.

Où est-il donc?

Il est dans la loi même, loi mauvaise, restreinte, comme toutes les lois faites par les monarchies voulant se donner un semblant de libéralisme, comme si la liberté de tous n'appartenait qu'à un seul et n'était pas un droit naturel.

Eh bien, qu'y a-t-il à faire?

Une chose fort simple : abroger la loi mauvaise et la remplacer par une loi nouvelle qui garantira l'exécution de la volonté souveraine des électeurs. Avant tout, les droits de réunion et de presse doivent pleinement et entièrement exister sans aucune restriction.

(La suite au prochain numéro.)

Au *Proletaire*,
Si cela lui est agréable,
Tout ou rien, pas de coupure.

H. PÉRIER.

Nous remettons la copie en même temps que quelques numéros du journal au citoyen Périer, pour qu'il soit juge lui-même, et se rassure sur la ligne de conduite du *Proletaire*.

E. PARTHENAY.

A QUAND LA FIN ?

On n'en finira donc pas de guerroyer?...

Jusqu'à quand va-t-elle continuer, cette canonnade?

Que faisons-nous?... Où allons-nous? Ah! c'est pour demain, disent les uns; non, pas encore, disent les autres.

Mais que diantre, ce n'est pas de cela qu'il s'agit! plus de ces discussions interminables!

Oui, citoyens membres de la Commune, votre détermination de ne plus vous réunir que dans les cas urgents est vraiment signe du moment.

Installez-vous donc sérieusement dans vos arrondissements respectifs.

Que l'on vous y trouve à toutes les heures du jour.

Peut-être que ce travail opiniâtre hâtera la fin de vos jours; mais l'existence de notre cause, n'est-elle donc pas aussi précieuse que votre propre existence!

Après votre mort, si vous avez vécu dans l'aisance quand notre vie se passait dans les combats, on vous réunira à ceux dont on dit: N'en dirait-on plus...

Mais vous sacrifiant pour nous sauver, combien alors votre passé sera immortalisé!

Pensez donc à Saint-Just, à Marat, à Robespierre; inspirez-vous de leurs actions.

Si vous ne pouvez les surpasser, imitez-les du moins.

Comme eux, vous avez une foule docile qui vous écoute, attend vos ordres.

Une multitude, une fédération anxieuse de vos mesures énergiques.

Elle en a soif, cette foule!... Donnez-lui donc pleine et entière satisfaction.

Moquez-vous du qu'en dira-t-on?... La noblesse, ces éteignoirs du peuple, ne les aimait pas, ces démagogues.

Et vous qui n'osez les égarer, car vous le pouvez, déjà vous êtes honorés par ces sangsues du pauvre, de ce titre glorieux.

Vous êtes des démagogues, disent-ils à qui veut les entendre...

Eh bien, faites qu'ils disent juste, et soyez assurés que vos actes désirés du peuple fermeront, pour cause de frayeur et de sûreté personnelle, la bouche à tous ces Mandrins.

Ainsi, hâtez l'action... ce n'est pas que nous redoutions les prières des royalistes, ou cette vieille lame de l'antique épée de France.

Mais parce que nos bataillons, qui sont aujourd'hui la force de nos principes, ont soif de poser cette première pierre de notre édifice, et qu'ils se disent que cette pierre posée, bien adroit celui qui l'enlèvera...

L. C.

Extrait du livre de caisse de la Commission d'enquête du XI^e arrondissement.

(Suite.)

RECETTE		1871
Report.		523 65
27 avril de la 7 ^e comp. du 138 ^e bat.		8 20
— de la 3 ^e comp. du 65 ^e bat.		15 »
— de la 4 ^e comp. du 271 ^e bat.		10 »
— de la 5 ^e comp. du 237 ^e bat.		6 10
28 — de la 1 ^e comp. du 58 ^e bat.		6 »
— de la 6 ^e comp. du 271 ^e bat.		7 »
29 — de la 8 ^e comp. du 130 ^e bat.		16 05
— du 138 ^e bat.		0 80
— d'une collecte d'enfant sur la voie publique.		1 10
— de la 6 ^e comp. du 180 ^e bat.		8 70
— du 141 ^e bat.		267 80
30 — des citoyens Picard père et fils, du 271 ^e bat.		10 »
— du Comité du 11 ^e arrond., provenant d'une saisie à une femme quêtant sans mandat à la porte du cimetière.		23 20
— Concert du Cirque, profit net.		475 10
1 ^{er} mai de la 7 ^e du 237 ^e bat.		11 75
— Une quête aux Délassements-Comiques du 57 ^e bat.		12 45
2 — de la 2 ^e du 271 ^e bat.		22 20
— de la 6 ^e comp. du 271 ^e bat.		6 80
— de la 6 ^e comp. du 271 ^e bat.		11 85
— de la 8 ^e du 130 ^e bat.		50 »
3 — des 1 ^{er} et 2 ^e du 130 ^e bat.		2 05
— Quête faite par le commissaire du quartier Ambroise, à Ba-Ta-Clan.		25 25
— de la 4 ^e du 271 ^e bat.		10 »
— de la 1 ^{re} du 138 ^e bat.		31 75
— de la 1 ^{re} du 271 ^e bat.		17 10
— de la 5 ^e du 271 ^e bat.		20 »
— de la 8 ^e du 271 ^e bat.		8 25
— du citoyen Duhamel, payeur du 271 ^e bat.		5 »
Total.		1685 65

(A suivre.)

Ces recettes et répartitions sont de l'action spéciale de la Commission d'enquête du XI^e arrondissement, et en dehors des sommes allouées par la Commune.

(La suite au prochain numéro.)

CE QUI SE PASSE

DANS L'ARRONDISSEMENT

Paris, le 16 mai 1871.

M. le deuxième vicairé prie le citoyen David, délégué du club des prolétaires, de vouloir bien, en conformité avec son billet d'hier, s'entendre directement avec l'organiste pour ses honoraires, et avec l'employé chargé des lampes pour les frais du luminaire.

Salut et fraternité,
DESPOETERS,
deuxième vicairé.

Paris, le 17 mai 1871.

Au citoyen vicairé de l'église Marguerite, rue Bernard.

Je vous accuse réception de votre lettre d'aujourd'hui.

Vous me priez de bien vouloir m'entendre avec l'organiste et l'allumeur de lampes, et cela conformément à mon billet, que je vous ai fait remettre hier. Citoyen vicairé, vous pouvez assurer à ces citoyens que ce que je leur ai promis leur sera payé. Toutefois, en ce qui concerne l'organiste, c'est à la condition qu'il se mettra à la disposition du bureau pour les airs patriotiques à jouer. Que ces citoyens veulent bien établir, chacun en ce qui les concerne, ce qu'ils croient devoir leur être dû, et le paiement ne se fera pas attendre. Les républicains ne font travailler que ce soit sans rétribution, si minime que soit ce travail.

Salut et égalité,
DAVID.

Il paraît qu'hier soir, il y avait une singulière réunion à la salle des Fêtes, à la mairie du XI^e arrondissement. Il s'agissait tout simplement d'une réunion de toutes les citoyennes employées dans les seize fourneaux de l'arrondissement, sous la présidence du citoyen Bézier, assesseurs Godefroi et Colas, secrétaire Demay.

L'ordre du jour est ainsi fixé : Augmentation de salaire et obéissance passive au délégué de l'alimentation; sous peine d'être mise à la porte.

Nous n'avons pas pu, citoyen rédacteur, vous donner pour aujourd'hui de plus amples renseignements. Seulement, dans votre plus prochain numéro, vous aurez un extrait du procès-verbal de la diabolique séance.

Nous vous serons obligés de bien vouloir tranquilliser nos maris, car le citoyen Bézier a promis de nous réunir souvent.

EXEMPLE A SUIVRE

Nous trouvons la lettre suivante, qui a été adressée au citoyen Delescluze, délégué civil à la guerre. Nous l'insérons sans commentaires :

Citoyen,
Excusez-moi de vous adresser ces quelques mots, et ayez la bonté de prendre en considération la demande que je vous adresse.

RÉPARTITION

1871		
	Report . . .	404
27 avril	A la famille de la 1 ^{re} du 214 ^e .	»
—	A la veuve de la 8 ^e du 123 ^e .	40
—	A la veuve de la 6 ^e du 180 ^e .	5
—	A la famille de la 6 ^e du 57 ^e .	10
28 —	A la veuve de la 1 ^{re} du 65 ^e .	10
—	A la veuve du 25 ^e de ligne.	5
—	A la veuve de la 6 ^e du 66 ^e .	10
29 —	A la famille de la 3 ^e du 144 ^e .	10
30 —	Une voiture pour un blessé.	2
—	Au citoyen de la 1 ^{re} du 195 ^e .	10
—	A la veuve.	15
—	Une deuxième voiture pour transport de blessés.	4
2 mai	A la citoyenne de la 4 ^e du 195 ^e .	10
3 —	A la veuve de la 4 ^e du 209 ^e .	10
—	Au citoyen de la 4 ^e du 190 ^e .	5
—	A la famille.	20
—	de la 6 ^e du 190 ^e .	5
—	de la 4 ^e du 73 ^e .	25
—	de la 3 ^e du 140 ^e .	20
—	de la 1 ^{re} du 138 ^e .	5
—	de la 1 ^{re} du 206 ^e .	10
—	de la 6 ^e du 66 ^e .	20
—	de la 2 ^e bat. d'artillerie.	15
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	15
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	15
—	de la 4 ^e du 65 ^e .	5
—	de la 2 ^e du 130 ^e .	10
—	du 10 ^e mobile et du 206 ^e nat ^l .	15
—	de la 2 ^e du 232 ^e .	20
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	10
—	de la 3 ^e du 130 ^e .	15
—	de la 3 ^e du 130 ^e .	10
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	15
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	25
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	10
—	de la 3 ^e du 195 ^e .	20
—	de la 5 ^e du 66 ^e .	10
A suivre.		8.315

A suivre. 8.315 »

Nous sommes entré dans la maison des sœurs de la doctrine chrétienne, attenante à celle des frères. Autant l'autre est sale, autant celle-ci est propre. Tout y est en abondance : linge de toute nature, literie, jusqu'aux combustibles.

Pendant que les prolétaires jeûnaient et greloient de froid, quatre grandes caves étaient pleines de charbon et de bois très sec; les pommes de terre y germent, le lard salé y jaunit; la Boulangerie centrale y apportait des voitures de pain qui étaient vendues 50 centimes aux bigots et aux bigotes, quand les femmes des prolétaires le payaient 1 franc chez le boulanger. Il suffisait d'une belle grimace pour obtenir le confortable.

La cave au vin n'est point mal garnie non plus, mieux que celle des frères. Rien n'y manque. Eh bien! que l'on fasse de ce séail où perchaient ces divinités apparentes, mais qui en définitif n'étaient que des... comme de celui des frères ignorants.

Ce soir, mercredi, à cinq heures un quart, une détonation prolongée, semblable au crépitement d'une formidable mitrailleuse, a produit une vive commotion.

Du haut des Buttes-Chaumont, nous avons vu, dans la direction du Champ-de-Mars, un immense nuage se dérouler dans le ciel avec une lenteur majestueuse, qui laissait à penser un grand désastre.

La cartoucherie de Grenelle venait de sauter.

CLUB MARGUERITE

Rue Bernard

Prise de position du bâtiment, dimanche dernier, 14 mai, par les membres du comité des clubs des prolétaires du XI^e.

(Extrait du procès-verbal)

Après avoir envoyé par écrit l'ordre au président d'avoir à nous livrer le bâtiment, des pourparlers s'engagèrent dans la sacristie entre les membres du comité et les trois vicaires. Ils demandaient que l'église ne fût point souillée par un club de prolétaires; mais les membres étant d'avis que les prolétaires n'étaient pas plus malpropres que les bigots et bigotes, et par conséquent l'argument n'ayant aucune valeur, le bâtiment dut être immédiatement occupé.

La lettre avait été envoyée à la mairie, afin, espérait-il, qu'un ordre de la délégation communale empêchât la Commission de prendre possession du local; mais, à leur grande stupeur, le citoyen Mortier signa l'ordre de se conformer au décret du Comité de salut public. Par conséquent, les citoyens David, Baillache aîné, Baillache jeune, Comundat et Géraux prirent possession du bâtiment à 5 h. 1/2 du soir. Le drapeau de la Commune fut arboré sur la tribune, et le bureau fut constitué.

Président : Philippe, membre de la Commune, délégué à la municipalité du XII^e arrondissement.

Assesseurs : David, Baillache.
La séance est ouverte aux cris de : Vive la Commune.

Les citoyens Philippe, Baillache et David ont pris successivement la parole pour expliquer le programme et le but que désire atteindre la commission d'organisation des clubs des prolétaires du XI^e arrondissement. Après une demi-heure, la séance fut levée pour être reprise le lendemain et jours suivants, à huit heures du soir.

Pour copie conforme à l'original :
Le président :
PHILIPPE.

Les assesseurs :
DAVID,
BAILLACHE.

Dans notre prochain numéro, nous donnerons la description du couvent de la rue Charonne, l'exhumation de la sœur Marguerite et la purification du lieu où elle était enterrée par les sœurs blanches.

Nous parlerons aussi du couvent Picpus; là, c'est autre chose. Ce que le *Proletaire* demande de la manière la plus formelle, c'est que les caveaux de Saint-Laurent soient visités par le public, ainsi que tous ces établissements religieux où les crimes les plus exécrables se sont accomplis.

DAVID.

Renseignements et Avis divers

Par suite des paniques qui sont jetées par les gens malintentionnés, nous avons voulu savoir le résultat des pertes qu'a subies la XI^e légion comme étant la plus nombreuse : 23 bataillon 3 batteries d'artillerie. — Résultat du 17 mai, 6 h. du soir : 164 tués ou morts par suite de blessures ou de maladies. Blessés ou disparus, 461.

Il faut faire la déduction des blessés qui ont repris leur service et nous arrivons à un résultat de 320 restant alités ou disparus. Voilà des chiffres officiels, et l'on doit en bon citoyen arrêter les individus, qui jettent des paniques insensées pour troubler l'ordre.

LESEUR.

Est-il vrai que, dans les escadrons en formation à l'Ecole militaire, les soldats n'ont pas le droit d'être leurs chefs?

Sur la demande de plusieurs soldats, il leur a été répondu par ces mots textuels : « Ici, on ne vote pas, et ceux qui réclameront seront mis au clou. » Qu'on nous réponde.

GENTON.

Pour la collectivité responsable, bureau du *Proletaire*, place Voltaire, 9.

Paris. — Assoc. générale typogr., Faub.-St-Denis, 19

LE PROLÉTAIRE

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr.	Un mois..... 3 fr.
Trois mois.... 6 fr.	Trois mois.... 9 fr.

ORGANE DES REVENDICATIONS SOCIALES

(11^e ARRONDISSEMENT)

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 2 fr.	Un mois..... 3 fr.
Trois mois.... 6 fr.	Trois mois.... 9 fr.

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant et Faubourg-Saint-Denis, 19

BUREAUX DE RÉDACTION

PLACE VOLTAIRE, 9

BUREAUX DE VENTE

Place Voltaire, 9. — Rue du Croissant et Faubourg-Saint-Denis, 19

L'affiche suivante a été placardée ce matin sur les murs de Paris :

Citoyens,

Assez de militarisme, plus d'états-major galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants, aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné.

Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes, mais quand il a un fusil à la main, un pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratèges de l'école monarchiste.

Aux armes, citoyens, aux armes ! Il s'agit, vous le savez, de vaincre ou de tomber dans les mains impitoyables, des réactionnaires et des cléricaux de Versailles, de ces misérables qui ont (de parti pris, livré la France aux Prussiens) et qui nous font payer la rançon de leurs trahisons !

Si vous voulez que le sang généreux qui a coulé comme de l'eau depuis six semaines ne soit pas infécond ; si vous voulez vivre libres, dans la France libre et égalitaire, épargner à vos enfants et vos douleurs et vos misères, vous vous lèverez comme un seul homme et, devant votre formidable résistance, l'ennemi qui se flatte de vous remettre au joug en sera pour sa honte des crimes inutiles dont il s'est souillé depuis deux mois.

Citoyens, vos mandataires combattront et mourront avec vous s'il le faut, mais au nom de cette glorieuse France, mère de toutes les révolutions populaires, foyer permanent des idées de justice et de solidarité qui doivent être et seront les lois du monde, marchez à l'ennemi et que votre énergie révolutionnaire lui montre qu'on peut vendre Paris, mais qu'on ne peut ni le livrer ni le vaincre.

La Commune compte sur vous. Comptez sur la Commune.

Le délégué civil à la guerre.
CH. DELESCLUZE.

Le comité de salut public.

Au moment de mettre sous presse, cette affiche vient d'être placardée sur les murs du 2^e arrondissement :

Les monarchistes qui veulent évanescer Paris, se croient sûrs de la victoire ; ils ne font que creuser leur tombe.

Aux barricades, frères, aux barricades ! Que chaque coin de rue devienne une forteresse, que les enfants roulent des pavés, que les femmes cousent des sacs à terre ! Aux armes, bataillons fédérés ! La province, éclairée, enthousiasmée, marche à notre aide. Aujourd'hui la lutte acharnée, demain la victoire définitive. Debout ! Vous tenez en vos mains le sort de la Révolution.

Vive la Commune !

Vive la République !

La délégation communale,
Eugène POTTIER, Auguste SERRAILLIER,
Jacques DURANT, Jules JOHANNARD.
Paris, 22 mai 1871.

PROTESTATION

La rédaction du *Proletaire* proteste de toute l'énergie de ses convictions républicaines et communales contre le décret du Comité de Salut public qui supprime d'un trait de plume la liberté de la presse, dont elle réserve le monopole à quelques journaux.

Nous en appelons, en citoyens libres, du Comité de Salut public, qui se fourvoie, à la Commune dont il n'est qu'une émanation.

Espérons que la Commune, mieux avisée, s'empresera d'annuler un décret qui remplit de joie les contre-révolutionnaires en frappant en même temps que les ennemis les plus acharnés de la souveraineté populaire, ses défenseurs les plus ardents, et qu'elle désavouera les promoteurs d'une mesure qui ne saurait profiter qu'aux ennemis de la Révolution ou à ses faux partisans.

Pour la Rédaction :
C.-G. JACQUELINE.

TRIBUNE DES ÉGAUX

Affichage des Décrets de la Commune

Dans certains quartiers, les décrets sont affichés à profusion ; dans d'autres, ils le sont avec parcimonie ; dans quelques autres même, ils le sont irrégulièrement et toujours en retard.

Presque partout ils sont placardés pêle-mêle avec d'anciennes affiches, en sorte qu'il faut souvent relire plusieurs fois ces dernières avant de jeter les yeux sur la plus récente, que l'on ne connaît pas encore.

Ne serait-il donc pas possible d'établir un certain ordre dans ce service, comme, par exemple, de choisir un emplacement de préférence à d'autres et d'y coller toujours les affiches dans l'ordre de leur succession et de gauche à droite, je suppose ?

Cette disposition ferait disparaître l'inconvénient signalé plus haut, et éviterait, en outre, des pertes de temps et pour la Commune et pour les particuliers.

Toutes les affiches se suivraient dans l'ordre de leur date, et le colleur ne recouvrirait la première affiche de gauche qu'après que le dernier emplacement à droite aurait été occupé.

Il serait bon aussi de distinguer par un signe spécial les affiches d'arrondissement qui n'intéressent pas au même degré les habitants de tous les quartiers.

Voici maintenant quelques observations qui ne concernent plus le délégué chargé de l'affichage, mais qui s'adressent plus particulièrement aux signataires mêmes des affiches.

Il faut croire que l'on doit éprouver une satisfaction bien vive à voir son nom imprimé au bas d'une affiche blanche, car on ne saurait, en conscience, alléguer d'autres motifs pour justifier certaines publications qui n'offrent qu'un intérêt des plus médiocres au public.

Nous pourrions dire, en changeant le mot de Voltaire :

« Ne dites rien au peuple que ce qui est digne du peuple, » et surtout n'oubliez jamais que si, comme particulier, il vous est loisible de placarder autant d'affiches que vos ressources vous le permettent, vous êtes tenu d'y regarder de plus près quand vous maniez les deniers publics dont vous êtes comptables.

Cette observation est d'autant mieux à sa place ici que chacun a pu remarquer que, tandis qu'on multipliait les affiches pour des faits souvent indifférents en eux-mêmes et peu intéressants pour la masse des citoyens, on gardait le silence le plus absolu sur des événements de la dernière importance que l'on s'obstinait à dissimuler.

D'autres documents auraient pu, sans inconvénient, être portés à la connaissance des gardes nationaux par la voie du rapport à l'ordre.

En un mot, il en est de l'affichage comme de toutes les autres dépenses communales. Tout ce qui s'y rattache doit être fait uniquement en vue du peuple, dans son intérêt, et non pour satisfaire les caprices de ses mandataires.

C'est du moins ce que l'on pense à la Rédaction du *Proletaire*.

C.-G. JACQUELINE.

NOTRE TRIBUNE

Allons, c'est toujours la même histoire, les jeunes gens qui font métier de révolutionnaire dans la boutique du *Cri*. La semaine dernière, se trouvant à bout d'article à sensation, viennent de reprendre l'ancien cliché rengaineur, nous annonçant à grand fracas que le père Foittard le Prussien va nous avaler en travers si nous ne sommes pas sages.

Pauvres gens de lettres, si vous saviez ce que le peuple pense de vous ! Je l'entends dire à chaque instant : C'est-y malheureux que nous sachions à peine lire et écrire, comme nous ferions notre besogne nous-même !

Nous remarquons depuis quelque temps bon nombre de jeunes gens plus ou moins moblots qui s'en vont par les rues, la plupart désœuvrés, ne sachant à quel corps appartenir, alléguant des prétextes plus ou moins fondés.

Les motifs changent suivant le quartier qu'ils habitent.

Dans le onzième, où je réside, j'entends dire : « Moi, je marcherais bien avec tel bataillon, mais on s'y soûle trop. »

Un autre :
« Je trouve que les chefs ne sont pas assez sérieux. »

Le troisième, vous connaissez sa réponse :

« Je me suis assez battu avec les Prussiens ; mais Français contre Français... j'aimais ! »

Chez les jeunes calicots des quartiers bien pensants, la ficelle devient plus forte :

« Je m'en irais bien, mais mon patron est parti ; il faut absolument que je représente la maison. » Et, prenant des airs plus ou moins rassurés, ils répondent, le binocle sur le nez, faux-col droit :

« Y pensez-vous ? Tous ces bataillons qui marchent, quel peuple ! Ces gens-là, on ne les voit que dans de pareils moments ! Eh ! que puis-je vous dire ? Ce sont tous des voyous qui se battent pour un morceau de pain, n'ayant aucune position sociale, en un mot, des gens de rien, bons à se faire tuer, et ça débarrasse la société ! »

Triste société, désorganisée par l'abus du jésuitisme de toutes couleurs, et les monarchiens qui groupent autour d'eux les plats valets, leur distribuant tous les privilèges !

Vermoulus dans votre stupide égoïs-

me, vous avez basé la loi sur la soif des jouissances ; ne connaissant rien du travail, vous avez avalé toutes les hontes de l'ancien régime, qui vous a réduits à l'impuissance.

Nous nous retrouvons en possession de nos droits, et pensez-vous jamais ressaisir les guides qui vous ont échappé pour nous ramener à un pareil avachissement ?

Faut-il que vous soyez assez bêtes pour répondre à nos braves fédérés : « Vous pouvez vous faire tuer, vous n'avez aucune position ! »

Eh bien, jeunes gens, qui avez un pied dans l'atelier et un autre dans le magasin ou dans la bancocratie, qui évitez le danger par de petits moyens plus ou moins honteux, dissimulant votre adresse, changeant de quartier comme de chemise, de numéro de maison comme de numéro de képi, après vous avoir averti par tous les moyens possibles, 48 heures vous sont encore accordées pour vous faire inscrire dans chacune de vos mairies respectives.

A cet effet un registre spécial accueillera les motifs qui font que vous ne servez encore à rien.

La question suivante peut vous être adressée :

« Voulez-vous servir la Commune, ou Versailles ? »

Eh bien, si vous choisissez Versailles, partez sur le champ et allez rejoindre cette génération pourrie de l'impérialisme qui vous a allaité au biberon du petit crevé ; et nous, les prolétaires, nous serons en droit de dire que vous appartenez bien à ces troupes que l'empire a conduits comme des bêtes de somme, se moquant de vous, vous faisant manœuvrer avec des manches à balai, et traînant votre honteux avilissement de Sedan au Bourget.

Certain colonel, que le peuple a fait quitter son établi de menuisier pour l'envoyer siéger à l'Hôtel-de-Ville, s'amuse à se chamarrer et porter grandes bottes qui peuvent bien coûter 50 francs.

Je crois qu'il suffit de signaler cet oubli pour le faire revenir à la modestie, et puis des bottes de cette taille ne sont pas utiles pour garder l'Hôtel-de-Ville ; une bonne paire de brodequins de 13 francs, comme nos braves fédérés en portent, c'est bien tout ce qu'il faut, et au moins n'entendrons-nous pas dire autour de nous : c'est nous qui payons tout ça.

E. PARTHENAY.

NOS RENSEIGNEMENTS

DERNIÈRE HEURE

On nous communique la dépêche suivante :

Le ministère de la guerre vient d'être évacué ; les papiers ont été enlevés par mesure de prudence.

Le moment est passé de monter la garde devant le comptoir des marchands de vin ; il faut marcher cette fois ou mourir en lâche, car, sachez-le une fois pour toutes, Paris sautera plutôt que de se rendre ; femmes, enfants, aux barricades, et réfractaire ou lâche

que vous verrez ne rien faire, fusillez-le, c'est votre droit et votre devoir ; agissez, agissez tous et sauvez la Commune et la République.

DAVID.

Les Prussiens abondent à V... (garnison de Meaux) jusqu'au bois de Bondy, travaillent à des travaux de défense et disent à qui veut l'entendre que les travaux sont exécutés pour le compte de Versailles, qui leur alloue 2 fr. par jour et par homme.

Au château loge un état-major considérable, avec une foule de Parisiennes ; la campagne y coule à flots, et tout le reste à l'avenant. Une citoyenne, la femme X..., a été menacée par une de ces prostituées, qui voulait mettre sa maison à sac. Mais, après cette menace et en présence du citoyen X... et pour se faire valoir, a fait retarder cette exécution.

Les départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne attendent des orateurs et des délégués de Paris.

On attend de Versailles un appel de volontaires qui tourneront presque tous avec Paris, et si les travaux cessaient la jeunesse s'y réfugierait pour prendre les armes.

Il passe journellement des soldats de divers corps venant de Versailles. Ayant refusé le service ils sont conduits par les gendarmes vers les lignes prussiennes, dans chaque village ils traitent les habitants de lâches. « Déliez-nous les mains, leur disent-ils, et venez avec nous mourir pour la République. »

TOUS LES SOIRS, A 8 HEURES

LE CLUB DES PROLÉTAIRES

TIENT SES SÉANCES

DANS LE BATIMENT DE L'ÉGLISE AMBROISE

BOULEVARD VOLTAIRE

Aux Membres de la Commune

EXTRAITS DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME PAR MAXIMILIEN ROBESPIERRE

14. Le peuple est le souverain ; le gouvernement est son ouvrage et sa propriété ; les fonctionnaires publics sont ses commis.

Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires.

15. La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté du peuple.

22. Tous les citoyens ont un droit égal de concourir à la nomination des mandataires du peuple à la formation de la loi.

Détrompez-vous, citoyens, si vous croyez échapper à la responsabilité qui vous incombe, en prenant des voies détournées pour ne pas donner satisfaction aux justes exigences du Peuple.

N'essayez pas d'employer les faux-fuyants.

Le Peuple a le droit et le devoir de délibérer légalement sur tous vos actes ; lui seul peut leur communiquer la majesté et l'efficacité d'une sanction qui leur fait défaut.

Jamais vous ne viendrez à bout de persuader, à des hommes doués de la moindre parcelle d'entendement, que la souveraineté du peuple est une vérité parce que, à l'exemple des Conseils d'administration des sociétés financières, il vous plaît de venir, escorté par une troupe de créatures et d'amis complaisants, faire, dans certaines réunions, l'apologie de votre conduite à l'aide d'exposés habilement préparés d'avance, et qui manquent rarement leur effet.

Pensez-vous donc que le peuple soit complètement aveugle à votre endroit ?

Ne sait-il pas que votre premier acte, en prenant possession de la Commune, a été de vous attribuer une rémunération onze fois plus forte que celle des simples gardes, qui fatiguent cependant tout autant que vous, et courent pour le moins autant de dangers, sans

pour cela participer aux mêmes honneurs ?

Car enfin, l'on ne peut juger des choses que par les apparences qu'elles nous présentent, et malheureusement ces apparences ne sont que trop conformes à la réalité.

L'instinct du peuple ne l'égare pas souvent : il sent confusément que vous êtes très froid pour ses intérêts quand les vôtres ne sont pas en jeu ; et que, malgré l'emphasis de vos déclarations, au sujet desquelles personne ne se fait illusion, l'avenir de la Révolution vous touche médiocrement, pourvu que vous ayez vos aises et que votre amour-propre soit satisfait.

Est-ce donc l'orgueil qui vous perdra, comme il a déjà perdu les jésuites !

Vous consentiriez bien à nous octroyer quelques réformes, mais à la condition que vous seuls en auriez l'initiative et le mérite, mais à votre heure et à votre convenance et dans les occasions où votre pouvoir peut en recueillir un accroissement de popularité.

Quelques-uns d'entre vous ont de la fortune, et nous n'ignorons pas, qu'au fond, ils sont moins altérés de justice et de réformes sociales qu'un ou deux autres qui n'ont rien.

Les autres étaient pour la plupart pauvres, très pauvres même, à la veille de leur élection et de leur installation à la municipalité. Si elle n'a pas amélioré la situation de la République, à très certainement modifié d'une manière sensible leur condition d'existence et celle de leur famille.

Les hommes ne sont pas de bois, après tout, ni leurs femmes non plus ; et c'est pour cela que, sans nous attaquer aux individus, nous réclamons avec tant d'instance les institutions qui, seules, peuvent contraindre les corrompus et les orgueilleux à plier leurs chefs superbes sous le niveau de l'égalité.

Les fautes qui s'accumulent tous les jours fournissent déjà les éléments d'un acte d'accusation terrible contre les ennemis du 18 mars. Mais la belle avance pour la République et ses défenseurs ? Ne sommes-nous pas exactement dans la même situation qu'avant la capitulation ?

Sans être prophète, mais conduit par la logique des événements, nous avions prédit avant le mois d'octobre ce qui devait fatalement arriver à l'époque ; rien ne pouvait dessiller les yeux de nos concitoyens ; mais notre douleur n'en fut pas moins amère que si cette dernière trahison avait dû nous surprendre.

Un événement, comme il ne s'en était pas encore produit dans le cours des siècles, avait porté à la tête des affaires des hommes nouveaux.

L'armée, trahie par ses chefs, refusait de se battre contre le peuple.

Les contre-révolutionnaires étaient épouvantés.

Qu'avez-vous fait, dirons-nous aux hommes en place, de cette révolution si belle, si généreuse, qui mettait le sort de la patrie, celui de l'humanité entre vos mains, et qui devait inaugurer le règne de la justice ?

Vous avez cherché à l'accaparer à votre profit.

Si l'on vous met en demeure d'agir, vous nous parlez de réformes sociales ; et lorsqu'on vous somme de les exécuter, ces réformes, vous nous dites qu'il faut combattre, comme si l'esprit d'égalité et la propagande ne devaient pas donner plus de recrues et des recrues de meilleur aloi que la chasse aux réfractaires et la rhétorique de vos manifestes !

Vous n'avez agi révolutionnairement que dans les petites choses ; pour vous, la mise en scène est ce qui paraît avoir le plus d'importance dans la Révolution.

Aucune mesure efficace n'a été prise pour ruiner les brigands qui nous oppriment et nous assassinent, tandis que vous inquiétez vaguement diverses classes de citoyens inoffensifs qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir un prétexte plausible pour se rattacher à la Révolution.

Un grand nombre de bourgeois feraient volontiers le sacrifice de leurs privilèges au principe de l'égalité ; ils vous combattent jusqu'à la mort, s'ils devaient qu'il ne doit y avoir qu'une substitution de possesseurs.

Mais nous demandons peut-être à nos élus plus qu'il n'est en leur pouvoir de nous donner.

On ne défend avec énergie que ce que l'on aime avec passion.

Si l'on n'est pas soi-même animé du feu sacré, comment concevoir la possibilité de transmettre aux autres cette foi ardente qui transporte les montagnards, suivant la belle expression de l'apôtre Paul, et qui vous fait renoncer de gaieté de cœur à tout ce qui fait le charme de la vie pour courir au devant de la douleur et des périls ?

Ce ressort, ce point d'appui qu'invoquait Archimède pour soulever la terre, vous l'avez entre vos mains pour soulever le monde moral, et vous ne vous en servez pas !

Ce n'est point en entassant des pape-

rases ni en pérorant à jet continu que vous obtiendrez ce résultat.

Les moyens d'exécution ne vous manquent pas dès que les cœurs seront à l'unisson, et dussions-nous n'avoir d'autres armes que nos mains et des bâtons, je vous le dis en vérité, les Versailles seraient bientôt réduits à l'impuissance si, puisant en nous-mêmes le secret des grandes inspirations, vous aviez le don de communiquer aux masses indécises et flottantes le saint enthousiasme de l'égalité.

C. G. JACQUELINE.

Aux Saltimbanques de l'Assemblée

Puisse le journal le *Proletaire* vous tomber entre les mains ; je vous recommande d'en prendre note.

Espérez-vous, lâches que vous êtes, que ce bon peuple de Paris soit assez simple pour croire aux paroles prononcées en votre palais de Versailles (palais qu'on pourrait nommer musée égyptien, pour les momies et les curiosités qu'il renferme).

Que la République est le seul gouvernement possible en France.

Ah ça ! l'orgueil, crois-tu donc que le peuple a oublié ton massacre de la rue Transnonain, et crois-tu qu'il ait oublié aussi ton interpellation à la Chambre sur le mouvement révolutionnaire qui devait avoir lieu à Lyon, où tu répondis : « Laissez faire, nous enverrons des troupes ; les Lyonnais ont besoin d'une leçon. » Sais-tu bien qu'il a reçu la leçon ; c'est ton fameux compère, dans le crime préparé par vous et qui est exécuté en ce moment.

Ton compère, Favre le faussaire, qui s'est servi du sang républicain pour se faire connaître à cette fameuse Chambre des pairs, dans le procès de 1834.

Non ! le peuple vous connaît et ne vous croit pas.

Votre gouvernement, que vous qualifiez tel, n'est autre que mensonge, crime, vol, hypocrisie, faux, en un mot, gouvernement de Tartuffe.

Vous espérez, misérables, par toutes vos vertus, renverser la Commune ; sachez que le peuple vous dit : Je suis souverain, je suis la Commune, je suis la liberté, l'égalité, la fraternité, la lumière, la vérité.

Pour nous, pas de faux-fuyants, pas de fausses nouvelles ; la guerre juste que nous faisons doit porter au-delà des mers, dans les plis de son drapeau rouge, l'affranchissement et l'union des peuples.

Voici ce que nous pouvons vous dire, et voici ce que vous pouvez nous répondre : Moi ! Thiers, ne vous ai-je pas toujours trompé et vous trompez encore ? N'ai-je pas toujours, dans mes actes et dans mes paroles, ménagé et mon roi et le peuple ; je suis assez fourbe et assez comédien pour me faire républicain ou chartiste, et je défendrai même le noble héritier légitime Henri V ; au besoin, je me ferai membre de la Commune. Ce à quoi je tiens, c'est de vous tromper comme par le passé, et je crois qu'il répond de l'avenir.

Moi, Jules Favre, ma vie a toujours été à l'abri de tout soupçon, et ne relève que de ma conscience ; pourtant, je dois vous dire que, quoique faussaire, traître et lâche, si je ne me suis pas retiré de la vie politique pour vivre avec les enfants de ma femme et avoir ma chaise à l'église, voilà pourquoi :

La France, que j'aime, et que je préférerais donner toute entière à la Prusse plutôt que de la laisser entre les mains des révolutionnaires qui termineraient par leurs vérités mes trente-six ans de mensonges. Je m'adresse donc à vous, homme d'ordre : Ai-je failli à mon mandat ? Tous les républicains et les sociétés dont j'ai pris la défense au tribunal n'ont-ils pas tous été condamnés, emprisonnés ou déportés. En revanche, lorsque dans mon chemin je rencontre un bandit, un assassin, je reconnais de suite un frère, un ami.

Et combien en ai-je fait acquitter ? Une preuve sur cent, voyez plutôt le procès d'Armand ; vous voyez donc bien, ô ! gens de l'ordre, que je peux sauver la France en compagnie de mes acolytes ; n'ont-ils pas, comme moi, la vraie politique caméléoniste.

C. FAVRE, doreur sur bois

DU SUFFRAGE UNIVERSEL

(SUITE)

Révolutionner, c'est substituer une chose meilleure à une chose jugée, sinon mauvaise, au moins incomplète.

PROJET

Article 1^{er}. — Tout Français ou naturalisé français, en France ou dans ses colonies, âgé de vingt ans accomplis à l'époque de l'élection, est électeur de droit, et aussi garde national par devoir ; l'électeur est éligible.

Ce devoir n'est pas obligatoire pour les cas d'invalidité réelle, soit par infirmité, soit par vieillesse.

(C'est avec intention que nous introduisons dans ce projet de loi et le droit et le devoir ; qui veut l'un doit accepter l'autre, s'il ne veut remplir le devoir, il est injuste qu'il soit investi du droit.)

Art. 2. — Un Carnet de citoyen sera délivré à chaque garçon prenant les armes volontairement avant l'âge d'être électeur.

Ces engagements volontaires ne seront reçus

que sur le consentement écrit et signé des parents ou tuteurs.

Ce même Carnet de Citoyen sera délivré à chaque garçon ayant atteint l'âge d'être électeur, et ce n'est que muni du susdit carnet que l'on pourra voter et servir ; chaque vote et chaque service y seront relatés.

Si à l'époque d'un vote l'électeur se trouve éloigné de la circonscription où il aurait élu domicile, sur la présentation de son carnet, le MUNICIPAL en fonction de la commune dans laquelle il sera de passage ou en séjour momentané, devra lui fournir une attestation qu'il enverra, avec son bulletin de vote plié, au président de section qui recevra les votes ; et le MUNICIPAL qui aura délivré l'attestation, devra en même temps le mentionner au carnet de l'électeur, signer et timbrer du cachet de la commune.

DEUX RÉFLEXIONS SUR L'ARTICLE QUI PRÉCÈDE.

1^{re}. Nous avons dit MUNICIPAL, parce que dans notre pensée il ne doit plus y avoir de MAIRE ; mais dans toutes les communes, une commission municipale prise dans le sein du conseil et élu par lui.

2^{de}. Nous avons été amené à faire voter l'électeur de tel point éloigné qu'il soit de sa circonscription, parce que nous avons pu constater précédemment que les voyageurs, soit de commerce, soit touristes, ou pour affaires de famille, représentent presque toujours un dixième des électeurs inscrits, qui, empêchés par ces faits ne votaient pas ; et d'autre part, parce que dans notre pensée, les citoyens soldats ou marins ne voteront plus au corps, mais bien pour la circonscription dans laquelle ils ont leur domicile civil.

Enfin, nous avons imaginé le carnet de citoyen, parce que dans notre pensée il doit devenir le seul et unique objet de preuve de notre identité, nous débarrassant de toutes ces papiers diverses qui ont titres, acte de libération, congé, carte d'électeur, acte de mariage, passeport, etc., etc., etc.

Art. 3. — Les circonscriptions seront formées, en conséquence des articles précédents, par l'organisation même de la garde nationale, et ainsi qu'il suit :

Les bataillons seront composés en prenant les citoyens indistinctement par quartiers, rues et numéros successifs. Un bataillon sera composé de dix compagnies de cent vingt-cinq hommes chacune, dont une de cavalerie et une d'artillerie ;

Cinq bataillons seront sous les ordres d'un colonel et formeront une légion ;

Deux légions seront sous les ordres d'un général ;

Tous les grades seront donnés à l'élection, comme le statuera la constitution fédérale de la garde nationale.

Les élections civiles comprendront, à Paris et dans les villes de deuxième et troisième ordre :

1^{re} Un conseiller municipal par bataillon ;

2^{de} Un délégué à la Commune ou préfecture du département par cinq bataillons, soit une légion ;

3^{de} Un député législateur par dix bataillons, soit dix légions.

Il est facile de résumer de cette combinaison que :

1^{re} Douze cent cinquante gardes nationaux nommeront un conseiller municipal ;

2^{de} Six mille deux cent cinquante nommeront un membre de la Commune ;

3^{de} Douze mille cinq cents nommeront un député législateur.

Il est juste de comprendre au nombre des électeurs les invalides, en raison d'infirmité ou de vieillesse, faisant partie de chaque groupe électif par quartiers, rues et numéros, afin qu'ils ne soient pas privés de leurs droits civiques.

Art. 4. — Chaque état de bataillon formera une liste électorale, et chaque compagnie dressera une liste à part des hommes invalides résidant dans chacune des maisons dont les habitants formeront la compagnie.

Le bureau du conseil de bataillon se trouvera également tout formé pour l'élection d'un conseiller municipal.

Le bureau d'un conseil de légion se trouvera également tout formé pour la nomination d'un délégué à la Commune.

Et enfin, les conseils de deux légions réunis formeront un bureau pour l'élection d'un député législateur.

(On peut saisir au vol que par cet article quatre, nous voulons de plus en plus faire que l'on soit toujours et citoyen, et soldat.)

Art. 5. — Il n'y aura plus de candidat pour aucun grade, mandat ou fonction, mais seulement des proposés, acceptés et élus.

Chaque proposé devra fournir lui-même des notes à références sur ses antécédents et ses capacités.

Une commission d'enquête sera nommée ; elle procédera et fournira un rapport qui sera lu et discuté en l'absence des proposés ; si quelques électeurs désirent ensuite adresser des questions aux proposés, ils le déclareront au bureau ; c'est alors seulement que lesdits proposés seront introduits pour être interrogés ; ensuite l'élection aura lieu.

Art. 6. — En aucun cas, un mandat ou une fonction civile ne pourra se cumuler avec un grade militaire ; la promotion civile, si elle est donnée à un chef militaire, du premier au dernier grade, obligera toujours l'élu à se démettre de son grade.

Art. 7. — Aucun grade, aucun mandat, aucune fonction ne sont donnés pour une durée définie, la révocation seule et la liberté de se démettre mettent fin aux uns et à l'autre.

Cette révocation s'exprimera simplement par la nomination d'un chef, d'un mandataire ou d'un fonctionnaire en remplacement d'un autre, chaque fois que les électeurs, dans la plénitude de leur souveraineté, le jugeront à propos.

Art. 8. — Il n'y aura plus de session ni pour les conseils municipaux, ni pour les conseils communaux, ni pour l'Assemblée législative, qui sera toujours constituante.

Ces assemblées pourront donner des congés partiels, dont le nombre ne devra jamais dépasser plus d'un dixième de leur totalité, mais en aucun cas, elles ne devront s'ajourner collectivement ; elles se renouvelleront simplement, selon la volonté des électeurs, par les remplacements des démissionnaires ou les révocations, sans époque définie, il plaira aux susdits électeurs.

Art. 9. — Nul part, ni à la municipalité d'arrondissement, ni à la municipalité communale, ni à l'Assemblée législative, il n'y aura de chef personnel, mais simplement des commissions prises dans leur sein et nommées par elles, pour faire exécuter leurs décisions, ordres, décrets, ou lois.

Art. 10. — Les fonctions de municipal seront gratuites, excepté pour les membres chargés du travail administratif, dont les traitements varieront de 1,000 à 3,000 francs, et qui seront fixés par les conseils municipaux, selon l'importance des localités.

Les fonctions de délégué à la Commune, selon l'importance des localités, varieront de 3,000 à 6,000 francs et seront fixées par les conseils communaux.

Enfin, les fonctions de député législateur sont fixées à 6,000 francs.

Chaque chiffre est fixé pour l'année.

Art. 11. — Il n'y aura plus ni maire ni préfet. Le seul pouvoir exécutif de l'Etat sera :

Le conseil des ministres, lesquels seront pris dans l'Assemblée législative et nommés par elle.

Comme tous les autres fonctionnaires, ils seront toujours sous le coup de la révocation et de la responsabilité de leurs actes et actions.

Art. 12. — Les pouvoirs militaires n'agiront que sur les instructions et les ordres émanant des pouvoirs civils, mais pleine et entière liberté leur est laissée pour l'instruction militaire et les ordres à donner relativement à l'exécution des services ou actions militaires qui leur seront commandés.

Art. 13. — Seuls, les grades d'instructeurs seront soldés, mais les instructeurs devront tout leur temps, et les soldes, selon les grades, varieront de 1,000 à 6,000 francs, sans pouvoir jamais être dépassées.

Tous les gardes nationaux se devront gratuitement aux appels, aux exercices, aux revues, aux manœuvres, aux prises d'armes ; seuls, les services commandés seront soldés et obligatoires à raison de quatre francs par vingt-quatre heures en ville et six francs en campagne, et ce, sans aucune distinction de grade, le grade obtenu à l'élection étant simplement considéré comme un hommage et un honneur rendus au mérite, à la valeur et à l'exemple.

Nous avons la conviction que ce projet, converti en loi définitive, s'incra dans la lettre du texte, du moins dans son esprit, nous garantira par :

L'article 1^{er}. L'égalité devant l'élection, et le droit avec le devoir.

L'art. 2. Le carnet, la preuve incessante que l'on se sera servi de son droit et que l'on aura fait son devoir.

Les art. 3 et 4. La circonscription formée par bataillon, légion ou double légion, par quartiers, rues et numéros successifs, avec les états de chaque pour toutes listes électorales, avec leur bureau tout formé, garantiront l'exécution prompte des services et des élections civiles ou militaires, indépendantes de tous les pouvoirs.

L'art. 5. Avec le retrait des candidatures et l'obligation des enquêtes ; des hommes mieux connus, étudiés jusque dans leur vie privée, ce qui, contrairement à tout ce qui a été dit sur ce sujet, garantit bien la vie politique.

L'art. 6. Ruine les ambitions et les empiètements par l'impossibilité légale de pouvoir cumuler deux fonctions ou deux grades ensemble, ou l'un et l'autre, et par conséquent deux rémunérations.

L'art. 7. Fait perdre illusion par la durée indéfinie et la révocation.

L'art. 8. Supprimant les loisirs périodiques par l'abus des clôtures.

L'art. 9. Supprimant tous les chefs personnels, en haut et en bas, remplacés par les commissions.

L'art. 10. Mettant un terme à la spéculation des emplois, grades ou fonctions, qui, par la modicité des rétributions, deviendront un sacrifice à faire à la République, plutôt qu'un moyen de faire fortune, comme par le passé.

L'art. 11. Par la responsabilité de tout et pour tous.

L'art. 12. Par la subordination des pouvoirs militaires aux pouvoirs civils, ce qui est dans l'ordre social, attendu que nous sommes civils avant d'être militaires, et que ce dernier état nous reste imposé seulement parce qu'il reste des compétiteurs à un trône nouveau.

L'art. 13. Obligeant à l'instruction militaire gratuite, en y sacrifiant son temps de par la loi, et payant mieux les services commandés ; détruisant surtout l'intérêt de se faire grader ; En faisant que le grade devienne un hommage, un honneur, un exemple.

Ce projet, devenu loi, nous garantira, disons-nous, toutes les bonnes lois démocratiques qui affirmeront la République.

L'idée n'est qu'une initiative, les lois sont les sociétés, et pour que les lois soient fraternelles, il faut qu'elles découlent elles-mêmes d'une loi mère qui mette au monde, en fait, la justice ; hors cette loi mère, c'est, selon nous, la loi électorale et organisatrice de la garde nationale ; par son côté électoral, elle garantira les députés qu'il nous faut, à nous, le peuple ; par son côté organisateur de la seule force publique qui doit exister, elle garantit le peuple à ses élus.

PÉRIER.

CORRESPONDANCE.

Vous avez dû voir depuis quelques temps que la place Voltaire ressemble à un endroit que vous connaissez comme moi, et où vous ne vous amusez guère ; l'on y voit un tas de costumes, galons, grandes bottes à l'écurière ; c'est que ça coûte tout cela, sans compter la paye encore qui est excessive ; tandis que vous devez voir des bataillons tout entiers.

Par exemple, le 130^e presque nu, c'est à faire pitié vraiment, et vous n'en dites presque rien. Dans votre journal vous n'êtes pourtant pas habitué à cacher votre manière de voir ; il suffira que le *Proletaire* parle pour que nous n'ayons pas ce spectacle affligeant de voir s'étaler au milieu de notre arrondissement un véritable théâtre Guignole, comme au jardin des Tuileries aux beaux jours de Badinquet.

Avertissez donc aussi nos membres de la Commune, ceux qui ont signé cette affiche écrite à la main jeudi dernier, jour de l'Ascension, de ne pas jeter ainsi leurs signatures en plein vent. Beaucoup de personnes croyaient qu'une grande victoire venait d'être remportée par nos fédérés ; à voir tous ces écussons, drapeaux, verres de couleurs, on eût dit que tout allait à merveille. J'aime à croire que, vu le succès, ils ne seront pas tentés de recommencer, car à dix heures la place était complètement vide, et tout l'appareil était là se balançant doucement comme pour attester l'inutilité de sa présence dans ce jour de deuil, car en effet, pendant que la musique jouait des airs patriotiques, le bruit du canon et des mitrailleuses se faisait entendre, épouvantable, et chacun de nous comprit que ce n'était pas le moment de parader, chacun de nous, et les femmes principalement, se demandait dans leur anxiété si leurs maris, leurs fils ou leurs frères n'étaient pas massacrés par la mitraille lancée par les assassins de Versailles, et, attristées, elles rentraient chez elles, le cœur serré et la douleur peinte sur le visage.

Salut et fraternité.

J. B.

CE QUI SE PASSE

DANS L'ARRONDISSEMENT

Aux Citoyens rédacteurs du journal le *Proletaire*, 9, place Voltaire.

Le citoyen Bézier remercie la rédaction du journal le *Proletaire* de la bienveillante marque de fraternité qu'elle a bien voulu lui donner, en lui faisant remettre aussitôt paru le numéro 3 du journal.

Il s'empresse de répondre à l'article le concernant, lui et ses collègues, que l'honorabilité de sa gestion est au dessus des allégations qui ont été ou seront insérées dans cette feuille ; ces citoyens étant toujours en mesure d'en rendre compte à qui de droit.

Ceci posé, il déclare que, pour sa part, il laissera passer sans y répondre toutes les calomnies qu'il leur plaira d'insérer à son sujet, ou celles qui leur seront débitées au club.

Salut fraternel,

H. BÉZIER.

L'impartialité fait un devoir à la rédaction d'insérer cette réponse, sans coupures, dans son plus prochain numéro.

Extrait du procès-verbal de la réunion de toutes les femmes des 16 journaux du XI^e arrondissement.

Président, Bézier. Assesseurs, Godefroi et Colas. Secrétaire, De May.

La séance est ouverte à 7 heures et demie, salle des Fêtes à la mairie.

Grand silence.

Le président demande à l'assemblée laquelle qui a été dire au club Ambroise que l'on avait diminué le salaire des employés des fourneaux.

Personne ne répond.

Le citoyen Godefroi. Mesdames, je vous avertis que dorénavant nous ne nous en rapportons pas aux paroles d'un seul. Quand des plaintes nous sont portées, l'on réunira les plaignants ou les accusés, ou tout le monde au besoin, et là on jugera. Celle qui saura se défendre sera acquittée, et celle qui ne se défendra pas sera renvoyée.

Le citoyen Bézier. Par conséquent, à partir de ce jour tout le monde est à 35 sous, et les chefs femmes 2 fr. 50, les chefs hommes à 3 fr. 50.

Le citoyen De May. Pardon, messieurs, les pointes nous ont une responsabilité plus grande que les autres, il faut qu'elles aient 2 fr. (Sic.) C'est entendu, la séance est levée à 9 heures.

Le citoyen Godefroi. Attendez, attendez, attendez !!!

Mesdames, nous avons levé la séance parce qu'il n'y a pas de gaz.

Les pointes des écoles ont il y a des fourneaux, si dans la rue nous savons que l'on trafique les bons de pain vous en avez pour 2 ans de prison.

Si vous trafiquez vous-mêmes ; vous aurez 5 ans de réclusion.

Entendez-vous ?

Rire général.

Tout le monde se retire faute de gaz.

ALLELUIA !

Paris, le 14 mai 1871.

Le Comité de salut public ayant autorisé le club des Proletaires à tenir ses séances dans l'église Ambroise ; d'après la demande du citoyen Coudat, délégué commissaire dudit club, nous autorisons le peuple à se réunir tous les soirs, à partir de sept heures, dans l'église Marguerite, sise rue Bernard.

Le membre de la Commune, délégué au 11^e arrondissement,

H. MORTIER.

Pour la collectivité responsable, bureau du *Proletaire*, place Voltaire, 9.

Paris. — Assoc. générale typogr., Faub. St-Denis, 19.